



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 14 du 07 juin 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 07 juin 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	597
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	597
CABINET.....	597
Bureau du cabinet.....	597
Arrêté du 24 avril 2013 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2013 ».....	597
Arrêté du 28 mai 2013 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	598
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	599
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	599
Arrêté du 31 mai 2013 autorisant la dissolution du syndicat mixte pour la réalisation de la plate-forme logistique multimodale du Nord de Nancy.....	599
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	599
Arrêté du 24 mai 2013 fixant la liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle pour 2013.....	599
Bureau des procédures environnementales.....	602
Arrêté du 23 mai 2013 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage de la source Farifontaine, sur et par la commune de MILLERY ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau. 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	602
Arrêté du 27 mai 2013 portant modification de la composition du comité local d'information et de concertation du site Titanobel de MOUTIERS.....	607
Arrêté du 27 mai 2013 portant transformation du comité local d'information et de concertation en commission de suivi de site STORENGY à CERVILLE.....	606
Arrêté du 30 mai 2013 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située sur le territoire de la commune de TOMBLAINE.....	609
Arrêté complémentaire N° 2013/0537 du 3 juin 2013 nommant les membres du bureau de la commission de suivi du site de la société AFFINAGE DE LORRAINE à GORCY.....	610
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	610
Bureau de l'interministérielle.....	610
Convention d'utilisation n° 54-2012-102 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense.....	610
Convention d'utilisation n° 54-2012-103 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense.....	611
Convention d'utilisation n° 54-2012-104 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense.....	611
Arrêté N° 13.BI.10 du 30 mai 2013 accordant délégation de suppléance à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de TOUL.....	611
Arrêté du 31 mai 2013 portant modification de l'arrêté d'organisation des services de la préfecture.....	612
Arrêté modificatif N° 13.BI.12 du 3 juin 2013 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet.....	612
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	613
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	613
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	613
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-040 en date du 23 mai 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de reprise des non conformités de la couche de roulement de la RN 52 réalisée en 2011, dans les 2 sens de circulation, entre les PR 17+650 et 22+180.....	613
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-041 en date du 24 mai 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement sous les lignes ERDF nécessitant la fermeture diurne de la bretelle de sortie « Villers-la-Montagne » de la RN 52, sens Longwy - Metz.....	615
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-042 en date du 19 avril 2013 portant arrêté temporaire pour la réglementation de la circulation sur la RN4, du PR 38+600 au PR 46+300 dans le sens Nancy - Strasbourg et du PR 47+200 au PR 39+700 dans le sens Strasbourg - Nancy.....	616
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-044 en date du 4 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur RN4 du PR 38+150 au PR 48+550.....	618
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	620
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	620
Etablissements de santé.....	620
Arrêté ARS N° 2013-0398 du 2 mai 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'USLD SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2013.....	620
Arrêté ARS N° 2013-0496 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE pour l'exercice 2013.....	620
Arrêté ARS N° 2013-0497 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2013.....	621
Arrêté ARS N° 2013-503 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2013.....	621
Arrêté ARS N° 2013-504 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2013.....	622
Arrêté ARS N° 2013-506 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2013.....	622
Arrêté ARS N° 2013-507 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2013.....	623
Arrêté ARS N° 2013-508 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES pour l'exercice 2013.....	623
Arrêté ARS N° 2013-509 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT pour l'exercice 2013.....	624
Arrêté ARS N° 2013-510 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2013.....	624
Arrêté ARS N° 2013-511 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2013.....	625
Arrêté ARS N° 2013-512 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut de Cancérologie de Lorraine pour l'exercice 2013.....	625
Arrêté ARS N° 2013-513 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2013.....	626
Arrêté ARS N° 2013-514 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SINCAL pour l'exercice 2013.....	626
Arrêté ARS N° 2013-517 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique Jeanne d'Arc pour l'exercice 2013.....	627
Arrêté ARS N° 2013-518 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique Ambroise PARE pour l'exercice 2013.....	627
Arrêté ARS N° 2013-519 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique SAINT-ANDRE pour l'exercice 2013.....	628
Arrêté ARS N° 2013-520 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique Louis PASTEUR pour l'exercice 2013.....	628
Arrêté ARS N° 2013-521 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Polyclinique GENTILLY pour l'exercice 2013.....	629
Arrêté ARS N° 2013-522 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Polyclinique MAJORELLE pour l'exercice 2013.....	629
Arrêté ARS N° 2013-0400 du 2 mai 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'USLD CHU NANCY pour l'exercice 2013.....	630
Service VSSE.....	630

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0455 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	630
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0457 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	631
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0460 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	632
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0464 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	633
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0475 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	634
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0476 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	635
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0477 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	635
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0478 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	636
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0479 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	637
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0480 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	638
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0481 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	639
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0482 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013.....	640
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	640
Arrêté n° 2013-0536 du 29 mai 2013 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	640
Arrêté n° 2013-0549 du 29 mai 2013 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	644
Arrêté n° 2013-0556 du 29 mai 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	646
Arrêté n° 2013-0557 du 29 mai 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	647
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	649
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	649
Décision SP/2012-21 du 28 décembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - Entreprise individuelle (auto-entrepreneur) SIMON Kévin à LAXOU (54520).....	649
Décision SP/2012-23 du 28 décembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - Association Âge et Dignité, gestionnaire de l'unité de vie "Résidence Bien-Être" à NANCY (54000).....	649
Décision du 19 mars 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Madame MAUER Christelle, auto-entrepreneur, à MONT-SAINT-MARTIN (54350).....	650
Récépissé de déclaration du 19 avril 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792077265 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL LES MATHS POUR TOUS à NANCY (54000).....	650
Récépissé de déclaration du 2 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/537558827 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Madame BABINDAMANA Ella, auto-entrepreneur, à MAXEVILLE CHAMP LE BŒUF (54320).....	651
Récépissé de déclaration du 2 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790790117 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Madame GORNET Mélody, auto-entrepreneur, à NANCY (54000).....	651
Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/501679781 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - SARL Allo ! Service Entretien Jardin à BARBONVILLE (54360).....	652
Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792374720 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise A VOTRE SERVICE DANS LE SAINTOIS à VEZELISE (54330).....	652
Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/343128625 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association Intermédiaire FR Services à NANCY (54000).....	653
Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/501074785 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL Le Hêtre Pourpre Service à PETIT-FAILLY (54260).....	654
Récépissé de déclaration du 17 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792374738 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise individuelle CASSIS Catherine, auto-entrepreneur, à FROUARD (54390).....	654
Récépissé de déclaration du 17 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/507435303 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - SAS HOME ALLIANCE à NANCY (54000).....	655
Décision d'agrément (renouvellement) du 23 mai 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE à JARVILLE-LA-MALGRANGE.....	655
Décision d'agrément (renouvellement) du 23 mai 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - SCOP SARL IN SITU ARCHITECTES à NANCY.....	655
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	656
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	656
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 197 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3513.....	656
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 198 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3525.....	656
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 199 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter.....	657
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 200 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter.....	658
Arrêté 2013/DDT54/AFC/258 du 28 mai 2013 portant nomination du Comité Départemental d'Expertise.....	658
Arrêté 2013/DDT54/AFC/259 du 28 mai 2013 constituant le Comité Départemental d'Agrément des Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun.....	659
Unité forêt - chasse.....	659
Arrêté n° 257 du 22 mai 2013 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de CHAMPIGNEULLES.....	659
Arrêté n° 260 du 23 mai 2013 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de GOGNEY.....	660
HABITAT ET CONSTRUCTIONS DURABLES.....	660
Arrêté N° HCD/2013/06 du 27 mai 2013 portant abrogation d'un arrêté préfectoral du 19 mars 1963 relatif à la construction et à l'installation des ascenseurs dans les immeubles d'habitation de Meurthe-et-Moselle.....	660
Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne et Non-Décent.....	661
Arrêté du 28 mai 2013 déclarant d'utilité publique l'acquisition de l'immeuble sis 15 rue de Verdun à BRIEY et cessible.....	661
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	661
Arrêté SEEB - NBP - 2013-16 du 29 mai 2013 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 « JARNY - MARS-LA-TOUR » (FR4112012).....	661
AUTRES SERVICES.....	662
L'AUTRE CANAL.....	662
Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 084-2013 du 15 mars 2013 - Approbation des nouveaux représentants du Conseil Régional de Lorraine et de la Ville de Nancy au Conseil d'Administration de L'Autre Canal.....	662
Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 085-2013 du 15 mars 2013 - Nouvelle présentation des délibérations N° 078-2012, 079-2012, 080-2012, 081-2012 et 082-2012.....	662
La Délibération N° 086-2013 du 15 mars 2013 concernant le Budget Primitif 2013 est publiée dans le RAA N° 15 du 7 juin 2013.....	662

Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 087-2013 du 15 mars 2013 - Approbation du compte administratif et du compte de gestion 2012.....	662
Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 088-2013 du 15 mars 2013 - Affectation du résultat de l'exercice 2012.....	663
Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 089-2013 du 15 mars 2013 - Décision modificative n°1-2013.....	664
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 75 du 15 mai 2013 - Modification de la nomination du régisseur et du régisseur suppléant de la régie de recettes de L'Autre Canal.....	666
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 76 du 15 mai 2013 - Modification de la nomination du régisseur et du régisseur suppléant de la régie d'avances de L'Autre Canal.....	666
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 87 du 17 mai 2013 - Nomination de mandataires pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	667
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 88 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	667
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 89 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	667
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 90 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	668
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 91 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	668
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 92 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	669
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 93 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	669
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 94 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	670
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 95 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	670
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 96 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	670
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 97 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	671
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 98 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	671
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 99 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	671
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 100 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	672
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 101 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	672
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 102 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	673
Décision n° 66-2013 du 23 mai 2013 portant annulation et remplacement des décisions concernant la régie de recettes N° 1-2007, 18-2008, 31-2010 et 33-2010.....	673

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 24 avril 2013 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2013 »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le code de l'action sociale et des familles dans ses articles D215-7 à D215-13, et notamment l'article D 215-10 modifié

ARRETE

Article 1er : La médaille de la famille est décernée aux mères et pères de famille dont les noms suivent, afin de rendre hommage à leurs mérites et leur témoigner la reconnaissance de la Nation.

AUBOUÉ

Médaille d'argent

Mme Fatiha BENZEMRA

AZERAILLES

Médaille de bronze

Mme Marie-Andrée DESMASURES

Mme Valérie SESMAT

BACCARAT

Médaille de bronze

M. Christophe VAUDEVILLE

Mme Simone BERNE

CHANTEHEUX

Médaille d'or

Mme Martine MESSAOUDI

CROISMARE

Médaille d'argent

Mme Andrée LOGEROT

DIEULOUARD

Médaille de bronze

Mme Christelle SIMIAN

ESSEY-LÈS-NANCY

Médaille de bronze

Mme Tayoass AYADI

JARNY

Médaille de bronze

Mme Béatrice AISSAOUI

Mme Marie-Claude THIERY

Mme Marie-José PAULO

Médaille d'argent

Mme Fatma BELARIBI

JOLIVET

Médaille de bronze

Mme Ginette THOUVENIN

Mme Yveline ZABLOT

LAXOU

Médaille de bronze

Mme Thérèse GAHNKE

Mme Marcelle TROTZIER

LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Médaille de bronze

Mme Isabelle BYSTRITZKY-GUISE

LIVERDUN

Médaille d'argent

Mme Sabine MOTTET

LUNÉVILLE

Médaille de bronze

Mme Michelle CORBIAT

Mme Danièle KLING

Mme Madeleine LOUIS

MAIZIÈRES

Médaille de bronze

Mme Anne-Marie BRONNER

Mme Annette JAMIS

MONT-SAINT-MARTIN

Médaille de bronze

Mme Chantal HENROT

NANCY

Médaille de bronze

Mme Béatrice KLÖTGEN

Mme Claire DE VILLERS

Mme Delphine BERTON
Mme Mathilde TAILLIANDIER
Mme Sylvie MOUGEAT
Mme Anne-Lise CORDIER
PIENNES
Médaille d'or
Mme Saliha KHEBCHI
REHON
Médaille d'argent
Mme Liliane COLIN
REMBERG-COURT-SUR-MAD
Médaille de bronze
Mme Bernadette HERMANN
ROSIÈRES-AUX-SALINES
Médaille d'argent
Mme Christiane BAILLY
SAINT-MAX
Médaille d'or
Mme Marlène ABIENSO
Médaille d'argent
Mme Ghislaine GUIMBERT
Médaille de bronze
Mme Marie-Louise CAILMAIL
Mme Marthe CHAUDRON
Mme Marie-Louise MARTINEZ
TOMBLAINE
Médaille d'or
Mme Marie-Luce DELRUE
Médaille de bronze
Mme Isabelle MOUREAUX
VARANGÉVILLE
Médaille de bronze
Mme Marie HUMBERT
VILLERS-LA-CHÈVRE
Médaille de bronze
Mme Rose LAHURE
Mme Andrée HUSSON
Mme Marie-Louise MEFFE
Mme Marinette TAZZOUNET
Mme Marie-Thérèse BOURGEOIS
VILLERS-LA-MONTAGNE
Médaille de bronze
Mme Brigitte MULLER
VILLERS-LÈS-NANCY
Médaille de bronze
Mme Irène SAHUGUET
VITREY
Médaille de bronze
Mme Emmanuelle LAMBERT

Article 2 : Mme la sous-préfète, directrice de cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 24 avril 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 28 mai 2013 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;
VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef de corps de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée au
- Caporal Frédéric PICART, sapeur-pompier professionnel.

Le 26 avril 2013, lors d'une intervention pour noyade dans le canal de la Marne au Rhin à Nancy, le caporal Frédéric PICART n'a pas hésité à se jeter à l'eau afin de porter secours à une jeune femme malgré de mauvaises conditions climatiques et une eau très froide. La rapidité et le courage du caporal PICART ont permis de sauver cette jeune personne.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef de corps de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 28 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 31 mai 2013 autorisant la dissolution du syndicat mixte pour la réalisation de la plate-forme logistique multimodale du Nord de Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5721-7 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 février 1992 portant création du syndicat mixte pour la réalisation de la plate-forme logistique multimodale du Nord de Nancy ;

VU la délibération du 10 décembre 2012 du comité syndical du syndicat mixte pour la réalisation de la plate-forme logistique multimodale du Nord de Nancy demandant la dissolution du syndicat et fixant les conditions de sa liquidation ;

VU la délibération favorable du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 10 décembre 2012 ;

VU la délibération favorable de la communauté de communes du bassin de Pompey en date du 13 décembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que les deux collectivités membres du syndicat se sont prononcées favorablement sur la dissolution du syndicat et sur les conditions de sa liquidation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le syndicat mixte pour la réalisation de la plate-forme logistique multimodale du Nord de Nancy est dissous.

Article 2 : L'actif et le passif du syndicat résultants de l'exercice 2012 à savoir :

C/119 = - 32 220.01 €

C/1021 = + 161 356.53 €

C/515 = - 138 844.17 €

C/1068 = + 9 707.65 €

sont répartis conformément à la décision du comité syndical du 10 décembre 2012 suivant la clé de répartition définie ainsi qu'il suit :

- Conseil Général de Meurthe-et-Moselle : 50%

- Communauté de communes du bassin de Pompey : 50%

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et le Président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY

*Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales***Arrêté du 24 mai 2013 fixant la liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle pour 2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 3334-10 à L. 3334-12, R. 3334-4 à R. 3334-9 et D. 3334-8-1 relatifs à la dotation globale d'équipement des départements du code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU la liste des communes rurales de 2013 établie par les services du ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales),

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de fixer par arrêté la liste des communes rurales dans le département conformément aux dispositions du II de l'article D 3334-8-1,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : La liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle est fixée conformément à l'annexe jointe au présent arrêté pour l'année 2013.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

54001	ABAUCOURT	54013	AMENONCOURT	54025	ART-SUR-MEURTHE
54002	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	54014	ANCERVILLER	54026	ATHIENVILLE
54003	ABONCOURT	54015	ANDERNY	54027	ATTON
54004	AFFLEVILLE	54016	ANDILLY	54029	AUDUN-LE-ROMAN
54005	AFFRACOURT	54017	ANGOMONT	54030	AUTREPIERRE
54006	AGINCOURT	54018	ANOUX	54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE
54007	AINGERAY	54019	ANSAUVILLE	54032	AUTREY
54008	ALLAIN	54020	ANTHELUP	54033	AVILLERS
54009	ALLAMONT	54021	ARMAUCOURT	54034	AVRAINVILLE
54010	ALLAMPS	54022	ARNAVILLE	54035	AVRICOURT
54011	ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	54023	ARRACOURT	54036	AVRIL
54012	AMANCE	54024	ARRAYE-ET-HAN	54037	AZELOT

54038	AZERAILLES	54126	CHENICOURT	54216	FROVILLE
54040	BADONVILLER	54127	CHENIERES	54217	GELACOURT
54041	BAGNEUX	54128	CHOLY-MENILLOT	54218	GELAU COURT
54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	54129	CIREY-SUR-VEZOUZE	54219	GELLENONCOURT
54043	BAINVILLE-SUR-MADON	54130	CLAYEURES	54220	GEMONVILLE
54044	BARBAS	54131	CLEMERY	54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT
54045	BARBONVILLE	54132	CLEREY-SUR-BRENON	54222	GERBEVILLER
54046	BARISEY-AU-PLAIN	54133	COINCOURT	54223	GERMINY
54047	BARISEY-LA-COTE	54134	COLMEY	54224	GERMONVILLE
54048	BAROCHES	54135	COLOMBEY-LES-BELLES	54225	GEZONCOURT
54049	BASLIEUX	54137	CONS-LA-GRANDVILLE	54226	GIBEAUMEIX
54050	BATHELEMONT	54139	COURBESSEAU	54227	GIRAUMONT
54051	BATILLY	54140	COURCELLES	54228	GIRIVILLER
54052	BATTIGNY	54141	COYVILLER	54229	GLONVILLE
54053	BAUZEMONT	54142	CRANTENOY	54230	GOGNEY
54054	BAYON	54143	CREPEY	54231	GONDRE COURT-AIX
54055	BAYONVILLE-SUR-MAD	54144	CREVECHAMPS	54232	GONDREVILLE
54056	BAZAILLES	54145	CREVIC	54233	GONDREXON
54057	BEAUMONT	54146	CREZILLES	54234	GORCY
54058	BECHAMPS	54147	CRION	54235	GOVILLER
54059	BELLEAU	54148	CROISMARE	54236	GRAND-FAILLY
54060	BELLEVILLE	54149	CRUSNES	54237	GRIMONVILLER
54061	BENAMENIL	54151	CUTRY	54238	GRIPPORT
54062	BENNEY	54153	DAMPVITOUX	54239	GRISCOURT
54063	BERNECOURT	54154	DENEUVRE	54240	GROSROUVRES
54064	BERTRAMBOIS	54155	DEUXVILLE	54241	GUGNEY
54065	BERTRICHAMPS	54156	DIARVILLE	54242	GYE
54066	BETTAINVILLERS	54157	DIEULOUARD	54243	HABLAINVILLE
54067	BEUVEILLE	54158	DOLCOURT	54244	HAGEVILLE
54068	BEUVEZIN	54160	DOMEVRE-EN-HAYE	54245	HAIGNEVILLE
54069	BEUVILLERS	54161	DOMEVRE-SUR-VEZOUZE	54246	HALLOVILLE
54070	BEY-SUR-SEILLE	54162	DOMGERMAIN	54247	HAMMEVILLE
54071	BEZANGE-LA-GRANDE	54163	DOMJEVIN	54248	HAMONVILLE
54072	BEZAUMONT	54164	DOMMARIE-EULMONT	54249	HANNONVILLE-SUZEMONT
54073	BICQUELEY	54165	DOMMARTEMONT	54250	HARAU COURT
54074	BIENVILLE-LA-PETITE	54166	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	54251	HARBOUEY
54075	BIONVILLE	54168	DOMMARTIN-SOUS-AMANCE	54252	HAROE
54077	BLAMONT	54169	DOMPRIX	54253	HATRIZE
54078	BLEMEREY	54170	DOMPTAIL-EN-L'AIR	54255	HAUDONVILLE
54080	BLENOD-LES-TOUL	54171	DONCOURT-LES-CONFLANS	54256	HAUSSONVILLE
54081	BOISMONT	54172	DONCOURT-LES-LONGUYON	54258	HENAMENIL
54082	BONCOURT	54173	DROUVILLE	54259	HERBEVILLER
54083	BONVILLER	54175	EINVAUX	54260	HERIMENIL
54084	MONT-BONVILLERS	54176	EINVILLE-AU-JARD	54262	HOEVILLE
54085	BORVILLE	54177	EMBERMENIL	54264	HOUELMONT
54086	BOUCQ	54178	EPIEZ-SUR-CHIER	54266	HOUDREVILLE
54087	BOUILLONVILLE	54179	EPLY	54268	HOUSSEVILLE
54088	BOUVRON	54180	ERBEVILLER-SUR-AMEZULE	54269	HUDIVILLER
54089	BOUXIERES-AUX-CHENES	54181	ERROUVILLE	54270	HUSSIGNY-GODBRANGE
54091	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	54182	ESSEY-ET-MAIZERAIS	54271	IGNEY
54092	BOUZANVILLE	54183	ESSEY-LA-COTE	54272	JAILLON
54093	BRAINVILLE	54185	ETREVAL	54275	JAULNY
54094	BRALLEVILLE	54186	EULMONT	54276	JEANDELAINCOURT
54095	BRATTE	54187	EUVEZIN	54277	JEANDELIZE
54096	BREHAIN-LA-VILLE	54188	FAULX	54278	JEVONCOURT
54097	BREMENIL	54189	FAVIERES	54279	JEZAINVILLE
54098	BREMONCOURT	54190	FECOCOURT	54281	JOLIVET
54100	BRIN-SUR-SEILLE	54191	FENNEVILLER	54282	JOPPECOURT
54101	BROUVILLE	54192	FERRIERES	54283	JOUAVILLE
54102	BRULEY	54193	FEY-EN-HAYE	54284	JOUDREVILLE
54103	BRUVILLE	54194	FILLIERES	54285	JUVRECOURT
54104	BUISSONCOURT	54195	FLAINVAL	54286	LABRY
54105	BULLIGNY	54196	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	54287	LACHAPELLE
54106	BURES	54198	FLEVILLE-LIXIERES	54288	LAGNEY
54107	BURVILLE	54199	FLIN	54289	LAITRE-SOUS-AMANCE
54108	BURTHECOURT-AUX-CHENES	54200	FLIREY	54290	LAIX
54109	CEINTREY	54201	FONTENOY-LA-JOUTE	54291	LALOEUF
54110	CERVILLE	54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE	54292	LAMATH
54112	CHAMBLEY-BUSSIERES	54203	FORCELLES-SAINT-GORGON	54293	LANDECOURT
54113	CHAMPENOUX	54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY	54294	LANDREMONT
54114	CHAMPEY-SUR-MOSELLE	54205	FOUG	54295	LANDRES
54117	CHAOUILLEY	54206	FRAIMBOIS	54296	LANEUVELOTTES
54118	CHARENCEY-VEZIN	54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS	54297	LANEUVEVILLE-AUX-BOIS
54119	CHAREY	54208	FRANCHEVILLE	54298	LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG
54120	CHARMES-LA-COTE	54209	FRANCONVILLE	54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON
54121	CHARMOIS	54210	FREMENIL	54301	LANFROICOURT
54122	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	54211	FREMONVILLE	54302	LANTEFONTAINE
54123	CHAVIGNY	54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE	54303	LARONXE
54124	CHAZELLES-SUR-ALBE	54213	FRIAUVILLE	54306	LAY-SAINT-REMY
54125	CHENEVIERES	54214	FROLOIS	54307	LEBEUVILLE

54308	LEINTREY	54404	NOVIAANT-AUX-PRES	54494	SAULXEROTTE
54309	LEMAINVILLE	54405	OCHEY	54496	SAULXURES-LES-VANNES
54310	LEMENIL-MITRY	54406	OGEVILLER	54497	SAXON-SION
54311	LENONCOURT	54407	OGNEVILLE	54499	SEICHEPREY
54312	LESMENILS	54408	OLLEY	54500	SELAINCOURT
54313	LETRICOURT	54409	OMELMONT	54501	SERANVILLE
54315	LEYR	54410	ONVILLE	54502	SERRES
54316	LIMEY-REMENAUVILLE	54411	ORMES-ET-VILLE	54504	SERROUVILLE
54317	LIRONVILLE	54412	OTHE	54505	SEXEY-AUX-FORGES
54320	LOISY	54413	OZERAILLES	54506	SEXEY-LES-BOIS
54324	LOREY	54414	PAGNEY-DERRIERE-BARINE	54507	SIONVILLER
54325	LOROMONTZEY	54415	PAGNY-SUR-MOSELLE	54508	SIVRY
54326	LUBEY	54416	PANNES	54509	SOMMERVILLER
54327	LUCEY	54417	PAIREY-SAINT-CESAIRE	54510	SORNEVILLE
54330	LUPCOURT	54418	PARROY	54511	SPONVILLE
54331	MAGNIERES	54419	PARUX	54512	TANCONVILLE
54332	MAIDIERES	54420	PETIT-FAILLY	54513	TANTONVILLE
54333	MAILLY-SUR-SEILLE	54421	PETITMONT	54514	TELLANCOURT
54334	MAIRY-MAINVILLE	54422	PETTONVILLE	54515	THELOD
54335	MAIXE	54423	PEXONNE	54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT
54336	MAIZIERES	54424	PHLIN	54517	THEZEY-SAINT-MARTIN
54337	MALAVILLERS	54425	PIENNES	54518	THIAUCOURT-REGNIEVILLE
54338	MALLELOY	54426	PIERRE-LA-TREICHE	54519	THIAVILLE-SUR-MEURTHE
54340	MAMEY	54427	PIERRE-PERCEE	54520	THIEBAUMENIL
54341	MANCE	54428	PIERREPONT	54521	THIL
54342	MANCIEULLES	54429	PIERREVILLE	54522	THOREY-LYAUTEY
54343	MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS	54433	PORT-SUR-SEILLE	54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES
54344	MANGONVILLE	54434	PRAYE	54524	THUMEREVILLE
54345	MANONCOURT-EN-VERMOIS	54435	PRENY	54525	TIERCELET
54346	MANONCOURT-EN-WOEVRE	54436	PREUTIN-HIGNY	54527	TONNOY
54348	MANONVILLE	54437	PULLIGNY	54529	TRAMONT-EMY
54349	MANONVILLER	54438	PULNEY	54530	TRAMONT-LASSUS
54350	MARAINVILLER	54440	PUXE	54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE
54351	MARBACHE	54441	PUXIEUX	54532	TREMBLECOURT
54352	MARON	54442	QUEVILLONCOURT	54534	TRONDES
54353	MARS-LA-TOUR	54443	RAON-LES-LEAU	54535	TRONVILLE
54354	MARTHEMONT	54444	RAUCOURT	54537	UGNY
54355	MARTINCOURT	54445	RAVILLE-SUR-SANON	54538	URUFFE
54356	MATTEXEY	54446	RECHICOURT-LA-PETITE	54539	VACQUEVILLE
54358	MAZERULLES	54447	RECLONVILLE	54540	VAL-ET-CHATILLON
54359	MEHONCOURT	54449	REHAINVILLER	54541	VALHEY
54360	MENIL-LA-TOUR	54450	REHERREY	54542	VALLEROY
54362	MERCY-LE-BAS	54452	REILLON	54543	VALLOIS
54363	MERCY-LE-HAUT	54453	REMBERCOURT-SUR-MAD	54544	VANDELAINVILLE
54364	MEREVILLE	54455	REMENOVILLE	54545	VANDELEVILLE
54365	MERVILLER	54456	REMEREVILLE	54546	VANDIERES
54366	MESSEIN	54457	REMONCOURT	54548	VANNES-LE-CHATEL
54367	MEXY	54458	REPAIX	54550	VATHIMENIL
54368	MIGNEVILLE	54459	RICHARDMENIL	54551	VAUCOURT
54369	MILLERY	54460	ROGEVILLE	54552	VAUDEMONT
54370	MINORVILLE	54461	ROMAIN	54553	VAUDEVILLE
54371	MOINEVILLE	54462	ROSIERES-AUX-SALINES	54554	VAUDIGNY
54372	MOIVRONS	54463	ROSIERES-EN-HAYE	54555	VAXAINVILLE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	54464	ROUVES	54556	VEHO
54374	MONCEL-SUR-SEILLE	54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON	54557	VELAINE-EN-HAYE
54375	MONTAUVILLE	54466	ROYAUMEIX	54558	VELAINE-SOUS-AMANCE
54376	MONTENOY	54467	ROZELIEURES	54559	VELLE-SUR-MOSELLE
54377	MONTIGNY	54468	SAFFAIS	54560	VENEY
54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	54469	SAINT-AIL	54561	VENNEZEY
54379	MONT-L'ETROIT	54470	SAINT-BAUSSANT	54562	VERDENAL
54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54471	SAINT-BOINGT	54563	VEZELISE
54381	MONTREUX	54472	SAINT-CLEMENT	54564	VIEVILLE-EN-HAYE
54383	MONT-SUR-MEURTHE	54473	SAINT-FIRMIN	54565	VIGNEULLES
54385	MORFONTAINE	54474	SAINTE-GENEVIEVE	54566	VILCEY-SUR-TREY
54386	MORIVILLER	54475	SAINT-GERMAIN	54567	VILLACOURT
54387	MORVILLE-SUR-SEILLE	54476	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	54568	VILLE-AU-MONTOIS
54388	MOUACOURT	54477	SAINT-JULIEN-LES-GORZE	54569	VILLE-AU-VAL
54389	MOUAVILLE	54478	SAINT-MARCEL	54570	VILLECEY-SUR-MAD
54390	MOUSSON	54479	SAINT-MARD	54571	VILLE-EN-VERMOIS
54391	MOUTIERS	54480	SAINT-MARTIN	54572	VILLE-HOUDLEMONT
54392	MOUTROT	54481	SAINT-MAURICE-AUX-FORGES	54573	VILLERS-EN-HAYE
54393	MOYEN	54484	SAINTE-POLE	54574	VILLERS-LA-CHEVRE
54394	MURVILLE	54485	SAINT-PANCRE	54575	VILLERS-LA-MONTAGNE
54396	NEUFMAISONS	54486	SAINT-REMIMONT	54576	VILLERS-LE-ROND
54398	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	54487	SAINT-REMY-AUX-BOIS	54577	VILLERS-LES-MOIVRONS
54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	54488	SAINT-SAUVEUR	54579	VILLERS-SOUS-PRENY
54400	NOMENY	54489	SAINT-SUPPLET	54581	VILLE-SUR-YRON
54401	NONHIGNY	54490	SAIZERAIS	54582	VILLETTE
54402	NORROY-LE-SEC	54491	SANCY	54583	VILLEY-LE-SEC
54403	NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON	54492	SANZEY	54584	VILLEY-SAINT-ETIENNE

54585	VIRECOURT	54591	VOINEMONT	54597	XIROCOURT
54586	VITERNE	54592	VRONCOURT	54598	XIVRY-CIRCOURT
54587	VITREY	54593	WAVILLE	54599	XONVILLE
54588	VITRIMONT	54594	XAMMES	54600	XOUSSE
54589	VITTONVILLE	54595	XERMAMENIL	54601	XURES
54590	VIVIERS-SUR-CHIERS	54596	XEUILLEY	54602	HAN DEVANT PIERREPONT

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 23 mai 2013 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage de la source Farifontaine, sur et par la commune de MILLERY ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau. 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les délibérations du conseil municipal de Millery du 25 septembre 2006 et du 29 novembre 2009 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source de Farifontaine à Millery ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2012 d'ouverture d'enquête prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes ;

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source Farifontaine sur et par la commune de Millery ;

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune de Millery ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de janvier 2009 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivrée à la commune de Millery le 28 février 2010 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 17 octobre 2012 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 14 février 2012 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Millery énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Millery ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage de la source Farifontaine sur et par la commune de Millery ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage de la source Farifontaine en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;

2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ce point d'eau et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et de la qualité de l'eau en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Source Farifontaine	Millery	Parcelles n° 26 section ZD	01945X0070	879 276	2 430 591	270

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 30 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la source Farifontaine est situé sur la commune de Millery et concerne les parcelles ci-dessous :

COMMUNE	SECTION	LIEU-DIT	N° DE PARCELLES
Millery	ZD	Haute Borne	26 en totalité
Millery	ZD	Haute Borne	28 en partie
<i>Surface totale du périmètre</i>			7 a 50 ca

8-2 - Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée de la source Farifontaine est situé sur la commune de Millery et concerne les parcelles ci-dessous :

COMMUNE	SECTION	LIEU-DIT	N° DE PARCELLES
Millery	ZD	Haute-Borne	28
Millery	ZD	Haute-Borne	29
Millery	ZD	Haute-Borne	30
Millery	C	Petits Montants de Franche LI	337
Millery	B	Les Ouaux	883
Millery	B	Les Ouaux	884
Millery	B	Les Ouaux	885
Millery	B	Bois du Chapitre	926
Millery	B	Montants du Bois Brulé	984
Millery	C	La Blanche Pierre	343
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	333
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	334
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	335
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	336
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	338
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	342
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	602
Millery	C	Petits Montants de Franche Li	604

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Millery. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

La surface du périmètre de protection immédiate est déboisée et régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>10.1.2 La création de tout forage destiné à la géothermie.</p> <p>10.1.3 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus d'un mètre de profondeur.</p> <p>10.1.4 L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p>10.1.5 La réalisation de mares et d'étangs.</p> <p>10.1.6 Tout remblai n'étant pas de nature strictement inerte.</p>	<p>10.1.7 Tout sondage de reconnaissance doit être réalisé dans les règles de l'art afin d'empêcher la mise en relation de formations aquifères (sus- ou sous-jacentes) avec la nappe d'eau exploitée.</p> <p>10.1.8 Le remblaiement d'excavations ou de carrières doit être réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre).</p>
10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p>10.2.2 L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt/stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.</p>	
10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires.</p> <p>10.3.2 La préparation de bouillies de traitement et le remplissage du pulvérisateur excepté sur une aire de remplissage conforme à la réglementation en vigueur et existante à la date de signature du présent arrêté.</p> <p>10.3.3 La vidange de fonds de cuve de produits phytosanitaires.</p> <p>10.3.4 L'épandage de tout produit phytosanitaire dont la présence dans l'eau captée est confirmée (molécule mère et/ou métabolite(s)) par deux analyses successives du contrôle sanitaire à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées ou à la valeur sanitaire maximale si celle-ci est plus restrictive que la limite de qualité.</p> <p>10.3.5 L'épandage de tout produit phytosanitaire sur les accotements des voiries et voies ferrées.</p>	<p>10.3.6 Un registre pour le suivi des produits phytosanitaires est tenu. Il mentionne : les dates de traitement, la nature du(des) produit(s) utilisé(s), la quantité épandue et la parcelle concernée. Il doit être présenté sur demande aux administrations et organismes de contrôle agréés ainsi qu'aux agents mentionnés à l'article L. 1312-1 du code la santé publique, habilités et assermentés à cet effet.</p>
10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.4.1 Le stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse, y compris fumier.</p> <p>10.4.2 L'épandage de boues de station d'épuration.</p> <p>10.4.3 L'épandage de boues industrielles.</p> <p>10.4.4 L'épandage de purin, lisier et jus d'ensilage. Seuls le fumier de dépôt stabilisé trois mois, le compost vert et le compost à pleine maturité sont autorisés.</p>	<p>10.4.5 L'épandage d'engrais azotés organiques ou de synthèse destinés à la fertilisation des sols doit être raisonné. Les apports seront ajustés au plus près des besoins des cultures. Les engrais devront être épandus en quantité limitée, en plusieurs fois, selon un calendrier adéquat avec le type de culture en place et selon une dose calculée d'après les programmes d'agriculture raisonnée.</p> <p>10.4.6 Un registre pour le suivi des fertilisations est tenu. Il mentionne : les dates de traitements, la nature des traitements, la quantité de produit épandue et la parcelle concernée. Il doit être présenté sur demande aux administrations et organismes de contrôle agréés ainsi qu'aux agents mentionnés à l'article L. 1312-1 du code la santé publique, habilités et assermentés à cet effet.</p>
10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.5.1 L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées.</p> <p>10.5.2 Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p>10.5.3 Les stations d'épuration.</p> <p>10.5.4 Le lagunage.</p> <p>10.5.5 Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées.</p> <p>10.5.6 Les canalisations et rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p>10.5.7 Les stockages d'effluents industriels.</p> <p>10.5.8 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p> <p>10.5.9 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p> <p>10.5.10 Les rejets d'effluents agricoles.</p>	

10.6 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable.</p> <p>10.6.2 La création et l'extension de cimetières.</p> <p>10.6.3 Les silos produisant des jus de fermentation.</p> <p>10.6.4 Les bâtiments d'élevage et d'engraissement.</p>	
10.7 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><u>Elevage</u></p> <p>10.7.1 Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux (abreuvoirs, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) et ne permettant pas le maintien du couvert végétal.</p> <p><u>Pratiques culturales</u></p> <p>10.7.2 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté.</p> <p>10.7.3 La suppression des talus, des haies, des bandes enherbées et des surfaces boisées.</p> <p><u>Autres pratiques agricoles</u></p> <p>10.7.4 Le maraîchage, les serres et pépinières, à l'exception du jardinage à usage unifamilial.</p> <p>10.7.5 Le drainage de terres agricoles.</p>	
10.8 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier.</p> <p>10.8.2 Les coupes à blanc d'une surface de plus de 4 hectares d'un seul tenant, excepté en cas de dépérissement forestier (voir activités réglementées).</p> <p>10.8.3 Le débardage à moins de 100 mètres de l'ouvrage captant.</p> <p>10.8.4 Les aires de stockage de grumes à moins de 100 mètres du captage.</p> <p>10.8.5 Le traitement du peuplement forestier ou des plantations (produits phytosanitaires, produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance) excepté en cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé (voir activités réglementées).</p> <p>10.8.6 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p>	<p>10.8.7 En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la DRAAF et information de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé du/des produit(s) utilisé(s) et la zone concernée.</p>
10.9 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.9.1 Le traitement chimique des aires de stationnement, voies routières et ferrées par épandage de produits.</p>	<p>10.9.2 Les travaux visant à modifier des voies existantes devront, en cas d'augmentation de trafic, prendre en compte l'existence des ressources en eau et prévoir un dispositif de collecte et de traitement des eaux pluviales, y compris le confinement des polluants en cas d'accident, avec rejet à l'aval du périmètre de protection rapprochée.</p> <p>10.9.3 Toute voirie, chemin d'exploitation existant ou futur ne devra pas constituer de risques particuliers pour les eaux souterraines (eaux stagnantes, risque accidentel de déversement...).</p>
10.10 - Activités de loisir	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><u>Chasse / Gibier</u></p> <p>10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier à moins de 300 mètres des captages (aires d'affouragement et d'agraineage...).</p> <p>10.10.2 L'utilisation de produits répulsifs.</p> <p><u>Camping</u></p> <p>10.10.3 Les campings, caravanings et annexes.</p> <p><u>Autres activités</u></p> <p>10.10.4 Les activités de loisirs de plus de 20 personnes.</p> <p>10.10.5 La pratique des sports mécaniques (Moto-Cross, Véhicules tout-terrain, Quad...)</p>	

Article 11 - Travaux à réaliser

Les parcelles nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate seront acquises par la commune.

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous seront réalisés dans le délai d'un an :

- Équiper l'extrémité du trop-plein du réservoir avec un clapet anti-retour,
- Mettre en place une clôture autour du périmètre de protection immédiate du captage,
- Mettre en place une crépine dans le réceptacle.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9 et 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Millery est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles, conformément au plan parcellaire visé à l'article 8, les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate.

La commune de Millery est autorisée à acquérir en pleine propriété soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 15 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de la commune de Millery pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de trois mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Millery conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**Article 16 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 17 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 18 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES**Article 19 - Annexes**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/10000^e du périmètre de protection rapprochée ;
- Annexe 2 : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée ;
- Annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 20 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 21 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières ;
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement ;
- à la direction départementale des territoires ;
- à l'office national des forêts ;
- à la chambre d'agriculture ;
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse ;
- au tribunal administratif.

Article 22 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires et le maire de la commune de Millery sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 27 mai 2013 portant modification de la composition du comité local d'information et de concertation du site Titanobel de MOUTIERS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2- et L. 125-2-1, L. 515-8, D.125-29 à D.125-34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour de l'établissement Titanite de Moutiers ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 février 2012 portant renouvellement de la composition du CLIC autour de l'établissement Titanobel à Moutiers modifié par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2012 ;
VU la demande de M. Robert MATHIS en date du 19 novembre 2012 pour intégrer le collège des riverains du CLIC et l'avis favorable de Mme la sous-préfète de Briey ;
VU le courrier de la société Titanobel en date du 14 janvier 2013 demandant la modification des représentants de la société dans le collège "exploitant"
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Collège exploitant :

- M. Philippe HEBRARD, directeur régional, titulaire ou Mme Aude ROGEMAN, ingénieur sécurité environnement, suppléante.
- M. Jean-Paul REYNAUD, directeur technique, titulaire, ou Mme Annelise WEYCKMANS, ingénieur sécurité environnement, suppléante.

Collège des riverains et des personnalités qualifiées :

En qualité de riverain

- M. Robert MATHIS, demeurant à Valleroy en remplacement de M. Patrick ZAWADSKI.

Le reste sans changement

Article 2 : Le mandat des personnes visées à l'article 1er expirera le 3 février 2015.

Article 3 : Publications -Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 27 mai 2013 portant transformation du comité local d'information et de concertation en commission de suivi de site STORENGY à CERVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 125-2-1, L 515-8, L515-15, R 125-8-1 à R 125-8-5, D.125-29 à D.125-34 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 2006 modifié portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) de l'établissement Gaz de France, centre de stockage souterrain de Cerville ;
VU le récépissé 2009-616 en date du 7 avril 2009 prenant acte du changement de d'exploitant pour le site de stockage souterrain de gaz de Cerville qui est désormais exploité par la société STORENGY ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 fixant la composition du CLIC du site STORENGY de Cerville ;
CONSIDÉRANT que les membres du CLIC avaient été nommés pour une période de 3 ans conformément aux dispositions de l'article D 125-30 VII du code de l'environnement, dispositions en vigueur à la date du dernier renouvellement de la composition du CLIC, et qu'il convient donc de procéder au renouvellement de la composition du CLIC ;
CONSIDÉRANT qu'il y lieu de mettre en conformité le CLIC en le remplaçant par une commission de suivi du site (CSS) conformément aux dispositions du décret n° 2012-189 du 7 février 2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Création

Il est créé une commission de suivi du site de l'établissement STORENGY de Cerville.

Le périmètre de la commission est le périmètre d'exposition au risque défini en application de l'article L 515-15 du code de l'environnement.

Article 2 : Composition de la commission

I - La commission, est composée d'une part de 23 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administrations de l'État » comprend :

- le préfet ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant,
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ou son représentant, en charge de l'inspection du travail.

Le collège « élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale » comprend :

- Mme le maire de CERVILLE, titulaire, M. Michel NICOLAS, suppléant,
- M. le maire de Laneuvelotte ou son représentant,
- M. Jean-Marie HEINLY, adjoint au maire de PULNOY, titulaire, M. Frédéric PERROLAZ, suppléant,
- M. Michel CHARPENTIER, adjoint au maire de SEICHAMPS, titulaire, M. Juan-Ramon GARCIA, suppléant,
- M. le maire de VELAINES-sous-AMANCE ou son représentant,
- M. Gérard ROYER, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy, titulaire, M. Jean-Pierre DESSEIN, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy, suppléant,
- M. le président de la communauté de communes du grand Couronné, ou son représentant,
- M. Jean-Pierre LAURENCY conseiller général.

Le collège « exploitant » comprend :

- M. Benoît FRETILLE, Directeur du Pôle Nord Est de STORENGY,
- M. Xavier MANDLE, Chef du site de CERVILLE.

Le collège « riverains et associations de protection de l'environnement » comprend :

- M. Gérard FERRY, riverain du site,
- M. HANRIOT, du GAEC d'Ourches, riverain du site,
- M. Rémy LANBLIN, riverain du site,
- M. le directeur de la société GRT Gaz ou son représentant.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Julian PLEUT, secrétaire du CHSCT du site STORENGY de CERVILLE,
- M. Frédéric LUZURIER, délégué du personnel.

II - La commission comprend d'autre part la personnalité qualifiée suivante :

- M. Jack-Pierre PIGUET, professeur à l'école des mines de NANCY

Article 3 : Présidence et composition du bureau

3-1 : Présidence :

La commission sera réunie par les soins du préfet qui désignera lors de cette réunion le président de la commission. Celui-ci devra être obligatoirement un membre de la commission. Les membres présents ou représentés lors de cette réunion d'installation de la commission peuvent proposer au préfet un président, selon les modalités que la majorité d'entre eux aura retenue.

3-2 : Composition du bureau

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant de chaque collège. La désignation des membres du bureau se fera lors de la réunion visée précédemment. Les modalités d'élection des membres du bureau sont choisies par la majorité des membres présents ou représentés de chaque collège.

3-3 : Les résultats de la désignation du président et des membres du bureau feront l'objet d'un arrêté complémentaire.

Article 4 : Durée du mandat

La durée du mandat des membres est de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions par le préfet.

Article 5 : Missions de la commission et informations à porter à connaissance :

La commission de suivi du site a pour mission :

- 1° de créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- 2° de suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- 3° de promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. du code de l'environnement ;
- 4° d'être associée à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan.

La commission, à cet effet, est tenue régulièrement informée :

- 1° des modifications mentionnées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement que l'exploitant envisage d'apporter à ses installations ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;
 - 2° du plan particulier d'intervention établi en application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et du plan d'opération interne établi en application de l'article L. 512-29 du présent code et des exercices relatifs à ces plans ;
 - 3° du rapport environnemental de la société ou du groupe auquel appartient l'exploitant le cas échéant.
- 4° par l'exploitant, des éléments compris dans le bilan mentionné à l'article D. 125-34 et qui comprend les éléments suivants :
- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
 - le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R. 512-6 du code de l'environnement ;
 - les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R. 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
 - le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
 - la mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

La commission est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article R. 512-6 et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation. Son président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L. 515-26.

La commission peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés.

Elle peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

L'exploitant peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Dans le cas où une concertation préalable à l'enquête publique est menée en application du I de l'article L. 121-16 du code de l'environnement, la commission constitue le comité prévu au II de cet article.

Sont exclus les éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

Article 6 : Règles de fonctionnement

6-1 : Fréquence de réunion de la commission

La commission se réunit au moins une fois par an.

Le président doit réunir la commission si 3 membres du bureau le demandent ou si la majorité des membres en formule la demande motivée.

6-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis 14 jours calendaires avant la date de réunion de la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

6-3 : Participation des membres et quorum

Lorsqu'il n'est pas suppléé ou représenté, chaque membre appartenant à un des 5 collèges peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer. Un membre ne peut recevoir qu'un mandat au plus.

La commission de suivi de site ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si :

- au moins la moitié des membres sont présents ou représentés, sachant que les membres participant à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle sont pris en compte pour le calcul du quorum,
- au moins un membre de chaque collège est présent.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

Les règles de votes seront fixées de telle manière que chacun des cinq collèges y bénéficie du même poids dans la prise de décision. Elles préciseront, le cas échéant, la manière dont seront pris en compte les votes exprimés par les personnalités qualifiées.

6-4 : Secrétariat

Le secrétariat de la commission de suivi du site est assuré par les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 7 : Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats. La liste nominative des membres de la commission est également mise à disposition du public dans les mêmes conditions.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer les modalités d'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

Article 8 : Abrogation - Dispositions transitoires - Délais et voies de recours

8-1 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 7 mars 2006 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) de l'établissement GDF de Cerville, l'arrêté préfectoral en date du 2 mai 2006 portant modification de la composition du CLIC précité, l'arrêté préfectoral en date du 18 septembre 2009 portant renouvellement de la composition du CLIC de l'établissement STORENGY de Cerville sont abrogés à la date de signature du présent arrêté.

8,2 : Dispositions transitoires

Le CLIC de l'établissement STORENGY de Cerville est dissous à compter de la signature du présent arrêté. Cependant, les avis rendus par le CLIC jusqu'à cette date restent valables.

8-3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 30 mai 2013 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située sur le territoire de la commune de TOMBLAINE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles L. 11-1 à L. 11-7 et R. 11-1 à R. 11-3 ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-27 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle conclue le 17 décembre 2010 entre la CUGN et la Société Lorraine d'Economie Mixte et d'Aménagement Urbain (SOLOREM) d'une part, et l'EPFL d'autre part ;

VU la délibération n° 9 du 16 décembre 2011 de la Communauté urbaine du Grand Nancy (CUGN) autorisant son Président à solliciter auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située à Tomblaine au profit notamment de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) ;

VU le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé ;

VU l'avis du préfet de région - autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement - sur l'étude d'impact ;

CONSIDÉRANT que M. le Président de la CUGN a sollicité le 13 mars 2013 l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située à Tomblaine ;

CONSIDÉRANT que le M. le Président du Tribunal administratif de Nancy a désigné - par ordonnance n° E13000084 / 54 du 29 mai 2013 – M. Jean-Jacques BIGORGNE, retraité, en qualité de commissaire enquêteur, et M. René JEUDY, retraité, en qualité de suppléant ;

CONSIDÉRANT que les modalités d'organisation de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ont été définies en concertation avec les commissaires enquêteurs ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située à Tomblaine se déroulera du jeudi 20 juin au samedi 20 juillet inclus sur le territoire de la commune de Tomblaine.

Article 2 : La superficie de la ZAC du "Bois la Dame" est d'environ 55 hectares. Cette ZAC est destinée à la réalisation de programmes d'habitats diversifiés (1000 logements prévisionnels) et d'équipements d'intérêt général, ainsi qu'à l'accueil d'activités tertiaires, artisanales et commerciales. Le secteur de Bois-la-Dame est situé à l'entrée Sud-Est de l'agglomération nancéenne sur le territoire de la commune de Tomblaine.

Article 3 : M. Jean-Jacques BIGORGNE, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et M. René JEUDY, retraité, en qualité de suppléant par le Tribunal administratif de Nancy.

Article 4 : Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, dans lequel figurent notamment une étude d'impact ainsi que l'avis émis par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, peut être consulté par le public pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures d'ouverture habituels au public de la mairie de Tomblaine ainsi que lors des permanences assurées par le commissaire enquêteur et indiquées à l'article 5 du présent arrêté.

L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement sera publié sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr - Rubriques "Politiques publiques" - "Enquêtes publiques")

Toute personne peut obtenir communication du dossier d'enquête, sur sa demande et à ses frais, en adressant une demande écrite à l'adresse suivante : Préfecture de Meurthe-et-Moselle – Direction de l'action locale – Bureau des procédures environnementales.

Toute personne peut également demander à obtenir des informations auprès du responsable du projet à l'adresse suivante : Etablissement Public Foncier de Lorraine - 7 rue Robert Blum - 54700 PONT-A-MOUSSON.

Article 5 : Le public pourra présenter pendant toute la durée de l'enquête ses observations, propositions et contre-propositions sur le projet soumis à enquête publique selon les modalités définies ci-après :

- par correspondance adressée au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de Tomblaine – A l'attention de Jean-Jacques BIGORGNE, commissaire enquêteur – Place Goethe - 54510 TOMBLAINE ;
- sur le registre d'enquête disponible au sein de la mairie de Tomblaine aux jours et heures habituels d'ouverture au public de cette mairie ainsi que lors des permanences assurées par le commissaire enquêteur ;
- directement auprès du commissaire enquêteur, oralement et/ou par écrit, lors de ses permanences qui se tiendront à la mairie de Tomblaine aux jours et heures suivantes :

- * jeudi 20 juin de 10h à 12h ;

- * vendredi 28 juin de 14h à 16h ;
- * samedi 6 juillet de 10h à 12h ;
- * samedi 20 juillet de 10h à 12h.

Article 6 : A la clôture de l'enquête publique, et au terme de la procédure d'instruction, le préfet de Meurthe-et-Moselle est susceptible de déclarer ou de refuser de déclarer d'utilité publique les travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" à Tomblaine.

Article 7 : Le commissaire enquêteur dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour remettre au préfet de Meurthe-et-Moselle son rapport et ses conclusions motivées.

Article 8 : Pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur selon les modalités suivantes :

- aux jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie de Tomblaine ;
- à la préfecture de Meurthe-et-Moselle (Bâtiment rue Sainte Catherine - direction de l'action locale - bureau des procédures environnementales) ;
- sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Tomblaine, le directeur général de l'EPF Lorraine, ainsi que le commissaire enquêteur et son suppléant sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nancy ;
- Monsieur le Président de la CUGN.

Nancy, le 30 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté complémentaire N° 2013/0537 du 3 juin 2013 nommant les membres du bureau de la commission de suivi du site de la société AFFINAGE DE LORRAINE à GORCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) de la société AFFINAGE DE LORRAINE située sur le territoire de la commune de GORCY ;

CONSIDÉRANT que les membres du bureau ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la CSS qui a eu lieu le jeudi 8 novembre 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société Affinage de Lorraine est modifié en intégrant Mme WOLFF dans le collège « riverains et associations de protection de l'environnement » en tant que représentante de l'association CLCV.

Article 2 : L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société Affinage de Lorraine à GORCY est complété ainsi qu'il suit :

Le bureau est composé :

Collège « administrations de l'Etat »

- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant,

Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale »

- M. Jacques CLAEYS, 1er adjoint au maire de GORCY,

Collège « exploitant »

- M. le directeur de la société Affinage de Lorraine,

Collège « riverains et associations de défense de l'environnement »

- M. Christian ROUSSEAU de l'association « Mieux Vivre »,

Collège « salariés »

- M. Darny RAMENATTE, représentant syndical, membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et technicien environnement de la société Affinage de Lorraine.

Article 3 : Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 3 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTRIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation n° 54-2012-102 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense

Le 21 mai 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-102 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe-et-Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

LE MINISTERE DE LA DEFENSE, représenté par Monsieur le colonel Alain ARTISSON, commandant la Base de Défense de Verdun, dont les bureaux sont situés au Quartier Gribeauval à Verdun, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour l'exercice de ses missions, dix-huit immeubles militaires situés à Brehain-la-Ville, Ugny, Viviers-sur-chiers, Crusnes, Colmey, Baslieux, Beuville, Laix, Morfontaine et Errouville.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-103 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense

Le 21 mai 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-103 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

LE MINISTERE DE LA DEFENSE, représenté par Monsieur le colonel Thierry RAYMOND, commandant la Base de Défense de Nancy, dont les bureaux sont situés caserne Verneau, 80 rue du Sergent Blandan à Nancy, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour l'exercice de ses missions, dix-neuf immeubles militaires situés à Bruley, Charmes-la-Côte, Ecrouves, Frouard, Champigneulles, Lucey, Uruffe, Dommartin-lès-Toul et Mont-le-Vignoble.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-104 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense

Le 21 mai 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-104 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

LE MINISTERE DE LA DEFENSE, représenté par Monsieur le colonel Thierry RAYMOND, commandant la Base de Défense de Nancy, dont les bureaux sont situés caserne Verneau, 80 rue du Sergent Blandan à Nancy, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour l'exercice de ses missions, six immeubles militaires situés à Chanteheux, Deneuvre, Ecrouves, Jolivet, Lunéville et Pierre-la-treiche.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° 13.BI.10 du 30 mai 2013 accordant délégation de suppléance à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les articles D 229 et D 233 à D 238 du code de la procédure pénale relatif à l'administration des établissements pénitentiaires ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 8 février 2013 nommant M. Eric MEYNARD sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 janvier 2012 instituant un conseil d'évaluation au centre de détention d'Ecrouves ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 février 2012 instituant un conseil d'évaluation au centre de détention de Toul ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle au conseil d'évaluation du centre de détention de Toul qui se tiendra le mercredi 12 juin 2013 et au conseil d'évaluation du centre de détention d'Ecrouves qui se tiendra le mercredi 19 juin 2013.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques et à la directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 31 mai 2013 portant modification de l'arrêté d'organisation des services de la préfecture

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de l'État ;
VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques ;
VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs de préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 2012 portant organisation des services de la préfecture ;
VU l'avis du comité technique de la préfecture et des sous-préfectures réuni le 13 mai 2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 11 juin 2012 portant organisation des services de la préfecture est modifié ainsi qu'il suit :

E. La direction de la coordination interministérielle et des moyens (DCIM) :

Trois bureaux sont placés sous l'autorité du directeur de la coordination interministérielle et des moyens :

(...)

2) **Le bureau de la logistique et des finances** (DCIM 2) a pour attributions :

Section finances et courrier :

- La plate-forme CHORUS (jusqu'à la date du 31 décembre 2013)
- La coordination du contrôle interne comptable
- La gestion et l'animation du B.O.P. 307 et du B.O.P. 333 (action 2)
- Les relations avec le service des achats de l'État (S.A.E.) et la passation des marchés publics
- La tenue des inventaires des services administratifs et des résidences du corps préfectoral
- Le suivi et l'alimentation du stock des fournitures informatiques et de papier
- La mise en œuvre des recommandations « État exemplaire » et la recherche de la mutualisation des moyens inter services
- La cellule « courrier »
- La tenue du recueil des actes administratifs
- Le bureau est correspondant RE-FX (suivi immobilier dans l'application CHORUS).

Section logistique et reprographie :

Elle regroupe l'ensemble des fonctions soutien à l'exclusion de celles relevant du S.I.D.S.I.C., soit :

- Service intérieur
- Reprographie

Les dispositions relatives au bureau de la logistique et de l'immobilier (DCIM 4) sont abrogées.

(le reste de l'arrêté sans changement)

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de la coordination interministérielle et des moyens, les chefs des bureaux concernés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il en sera adressé copie au directeur départemental des finances publiques, à l'inspecteur d'Académie, aux directeurs départementaux interministériels et aux chefs des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 31 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté modificatif N° 13.BI.12 du 3 juin 2013 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du 27 mars 2013 nommant Mme Caroline TEJEDO chef du bureau du cabinet au 1er juin 2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les articles 3 et 4 de l'arrêté n°12.BI.59 du 21 février 2013 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Magali DAVERTON, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Mme Caroline TEJEDO, attachée principale, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques.

Article 4 :

BUREAU DU CABINET :

- Mme Caroline TEJEDO, attachée principale, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 3 juin 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-040 en date du 23 mai 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de reprise des non conformités de la couche de roulement de la RN 52 réalisée en 2011, dans les 2 sens de circulation, entre les PR 17+650 et 22+180

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 06/05/2013 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 13/05/2013 ;

VU l'avis de la commune de Mont-Saint-Martin en date du 16/05/2013 ;

VU l'information de la commune de Longwy ;

VU l'avis de la Direction Départementale de la sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle en date du 07/05/2013 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 17/05/2013 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 06/05/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 12+840 au PR 24+750, dans les 2 sens de circulation (sens 3)	
SENS	Metz ==> Belgique (sens 1) et Belgique ==> Metz (sens 2)	
SECTION	Section courante + bretelles des échangeurs de Pulventeux, Cosnes-et-Romain et Mont-Saint-martin Centre	
NATURE DES TRAVAUX	Reprise des non-conformités de la couche de roulement entre les PR 17+650 et 22+180	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 27 mai au vendredi 31 mai 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	De nuit : - Coupure de chaussée avec sortie obligatoire pour les sens 1 et 2. Mise en place d'itinéraire de déviation. De jour : - Neutralisation de voie de droite.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - du groupement EUROVIA / JEAN LEFEBVRE	MISE EN PLACE PAR : - SIGNATURE

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Longwy et Mont-Saint-Martin.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société EUROVIA,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 23 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-041 en date du 24 mai 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élagage sous les lignes ERDF nécessitant la fermeture diurne de la bretelle de sortie « Villers-la-Montagne » de la RN 52, sens Longwy - Metz

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 23/05/2013 présenté par le district de Metz ;

VU l'information du CISGT « Myrabel » ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 23/05/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52
POINTS REPERES (PR)	PR 9+500
SENS	Longwy ==> Metz (sens 2)
SECTION	Bretelle de sortie – Échangeur de Villers-la-Montagne

NATURE DES TRAVAUX	Travaux d'élargage ERDF	
PERIODE GLOBALE	Le Mardi 28 mai 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Villers-la-Montagne	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Montagne	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le mardi 28 mai 2013 de 8h30 à 15h30	Sens 2 AK5 PR 9+700	Dans le sens Longwy-Metz, fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Villers-la-Montagne	Les usagers circulant sur la RN52 en direction de Metz désirant emprunter la sortie de l'échangeur de Villers-la-Montagne continueront sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Tiercelet où ils feront demi-tour pour reprendre la RN52 en direction de Longwy et retrouver la sortie Villers-la-Montagne.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Villers-la-Montagne ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Villers-la-Montagne.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 24 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-042 en date du 19 avril 2013 portant arrêté temporaire pour la réglementation de la circulation sur la RN4, du PR 38+600 au PR 46+300 dans le sens Nancy - Strasbourg et du PR 47+200 au PR 39+700 dans le sens Strasbourg - Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté n° 96/DDE/702/CDES du 03 décembre 1996 modifié, portant réglementation permanente de la police de circulation sur la RN4 (ex RN333) sur le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes – Est ; les dégradations de la chaussée nécessitent de préciser la réglementation de la circulation sur la dite section ;

SUR proposition de la division d'exploitation de Metz ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2013-DIR-EST-M-54-001 du 04 janvier 2013.

Le présent arrêté déroge à l'arrêté n° 96/DDE/702/CDES modifié, du 03 décembre 1996 portant réglementation permanente de la police de circulation sur la RN4 (ex RN333) sur le département de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa date de signature et de la pose de la signalisation réglementaire énoncée sous l'article 3, ceci jusqu'au retrait des panneaux de police portant les prescriptions à la connaissance des usagers.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN4	
POINTS REPERES (PR+sens)	Du PR 38+600 (AK5) au PR 46+300 (B31) - sens 1 (Nancy-Strasbourg) Du PR 47+200 (AK5) au PR 39+700 (B31) - sens 2 (Strasbourg-Nancy)	
SECTIONS ENDUITES	PR 42+700 à 46+200 dans le sens 1, et PR 45+000 à 39+560 dans le sens 2	
NATURE DES PRESCRIPTIONS	Mise en sécurité des usagers par abaissement de la vitesse autorisée, interdiction de dépasser et intervalle minimal à respecter suite au phénomène de plumage des enduits superficiels d'usures 10/14 et 4/6.	
PERIODE GLOBALE	A compter de la date de signature du présent arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des mesures de prescriptions indiquées ci-dessous.	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des voies rapides et circulation sur les voies lentes* selon le schéma CF 114a** du manuel du chef de chantier, avec limitation de la vitesse à 70km/h et intervalle minimal de 100 m à respecter entre chaque véhicule.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

* le service d'exploitation pourra choisir de modifier les voies ouvertes à la circulation en fonction de l'état constaté de la chaussée et orienter les véhicules sur la partie de la chaussée la moins dégradée, en modifiant l'emplacement de la signalisation permettant de guider les usagers vers la bonne voie.

** ou schéma CF 113a du manuel du chef de chantier si neutralisation des voies lentes.

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	A partir de la signature de l'arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des restrictions de circulation ci-contre	Sens 1 : AK5 au PR 38+600 B31 au PR 46+300	Neutralisation de la voie rapide selon schéma CF 114a ou Neutralisation de la voie lente selon schéma CF 113a	- Interdiction de doubler pour tous les véhicules ; - Limitation de la vitesse par paliers dégressifs à 90 puis 70 km/h pour la section considérée avec rappels 70 km/h tous les 2000m. - Intervalle minimal de 100m à respecter entre chaque véhicule (B17) avec rappel à 2000m.
2	A partir de la signature de l'arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des restrictions de circulation ci-contre	Sens 2 : AK5 au PR 47+200 B31 au PR 39+700	Neutralisation de la voie rapide selon schéma CF 114a ou Neutralisation de la voie lente selon schéma CF 113a	- Interdiction de doubler pour tous les véhicules ; - Limitation de la vitesse par paliers dégressifs à 90 puis 70 km/h pour la section considérée avec rappels 70 km/h tous les 2000m. - Intervalle minimal de 100m à respecter entre chaque véhicule (B17) avec rappel à 2000m.

NOTA :

Du PR 18+600 de l'A33 au PR 65+263 de la RN4 dans le sens Nancy-Strasbourg, et du PR 65+263 de la RN4 au PR 19+700 de l'A33 dans le sens Strasbourg-Nancy, des neutralisations de voies de droite (voie lente) ou de bandes d'arrêts d'urgences (BAU) ponctuelles et en journée pourront être réalisées dans le cadre de l'entretien courant des chaussées, des dépendances et équipements.

De même, sur la RN59 du PR 3+000 au PR 23+000, dans les 2 sens de circulation, des neutralisations de voies de droite ou de BAU ponctuelles et en journée pourront être réalisées dans le cadre de l'entretien courant des chaussées, des dépendances et équipements.

Article 4 : La police de la route sur la RN4 est assurée par le groupement départemental de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien sont assurés par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementales des Routes Est (DIRE) pourront prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Les services d'exploitation de la DIRE sont chargés de la mise en place de la signalisation de police nécessaire aux prescriptions imposées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental des Territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 19 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur adjoint exploitation,
Antoine VOGRIG

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-044 en date du 4 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur RN4 du PR 38+150 au PR 48+550

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 1 juin 2013 présenté par le district de Nancy ;
 VU l'avis du Conseil Général 54 en date du 30 mai 2013 ;
 VU l'information de la commune de Thiébauménil ;
 VU l'information de la commune de Bénaménil ;
 VU l'avis du CISGT «Myrabel» en date du 24 mai 2013 ;
 VU l'information du CRICR ;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 23 mai 2013 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN4
POINTS REPERES (PR)	Du PR 38+150 au PR 48+ 550
SENS	2 sens de circulation
SECTION	2x2
NATURE DES TRAVAUX	Couche de roulement en BBM 0/10 classe3
PERIODE GLOBALE	Du 4 juin au 18 juin 2013

SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation sur sens opposé	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 4 juin au 12 juin Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	<u>RN4 sens Nancy-Phalsbourg</u> AK5 au PR 38+150 B31 au PR 47+500 <u>RN4 sens Phalsbourg-Nancy</u> AK5 au PR 48+550 B31 au PR 39+400	Basculement sur le sens Phalsbourg-Nancy, entre les ITPC aux PR 39+460 et 47+200 Fermeture bretelle Nancy/Thiébauménil Fermeture bretelle Thiébauménil/RN4 Neutralisation de la voie de gauche	<u>RN4 sens Nancy-Phalsbourg</u> - Limitation de vitesse 50 km/h à chaque extrémité du basculement, - Limitation de vitesse à 70 km/h sur la section basculée, - Interdiction de dépasser pour tous véhicules. Déviations : - Les usagers en provenance de Nancy désirant sortir à l'échangeur de Thiébauménil poursuivront sur la RN4 jusqu'au diffuseur de Bénaménil et reprendront la RN4 dans le sens 2 pour se réorienter, - Les usagers en provenance de la RD99 et en direction de Phalsbourg poursuivront en direction de Thiébauménil pour rejoindre la RN4 par la RD400. <u>RN4 sens Phalsbourg-Nancy</u> - Limitation de vitesse à 70 km/h, - Interdiction de dépasser pour tous véhicules.
2	Du 13 juin au 18 juin Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	<u>RN4 sens Phalsbourg-Nancy</u> AK5 au PR 47+100 B31 au PR 39+400 <u>RN4 sens Nancy-Phalsbourg</u> AK 5 au PR 38+150 B31 au PR 47+500	Basculement sur le sens Nancy-Phalsbourg, entre les ITPC aux PR 45+800 et 39+460 Fermeture bretelle Thiébauménil/Nancy Fermeture bretelle RN4/Thiébauménil Neutralisation de la voie de gauche	<u>RN4 sens Phalsbourg-Nancy</u> - Limitation de vitesse 50 km/h à chaque extrémité du basculement, - Limitation de vitesse à 70 km/h sur la section basculée, - Interdiction de dépasser pour tous véhicules. Déviations : - Les usagers en provenance de Thiébauménil et en direction de Nancy emprunteront la RD400 pour rejoindre la RN4 dans le sens 2 par l'échangeur de Bénaménil, - Les usagers en provenance de Phalsbourg et en direction de Thiébauménil sortiront à l'échangeur de Bénaménil pour rejoindre Thiébauménil par la RD400. <u>RN4 sens Nancy-Phalsbourg</u> - Limitation de vitesse à 70 km/h, - Interdiction de dépasser pour tous véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes : ;

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Thiébauménil et de Bénaménil.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de COLAS-Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 4 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS N° 2013-0398 du 2 mai 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'USLD SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2013

FINESS JURIDIQUE : 540000114 - FINESS GEOGRAPHIQUE : 540008737

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L. 174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

ARRETE

Article 1er : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2013 comme suit :

* U.S.L.D. (D.A.F.) : 896 752 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le directeur de l'offre de soin et de l'autonomie et le directeur général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Stéphanie GEYER

Arrêté ARS N° 2013-0496 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative au modalité de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier Intercommunal POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE (n° FINESS juridique : 540003399 et n° FINESS géographique : 540000270) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 2 388 388 €.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à :

* 190 000 € au titre de l'équipe mobile de soins palliatifs

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Stéphanie GEYER

Arrêté ARS N° 2013-0497 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative au modalité de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE PORT (n° FINESS juridique : 540000114 et n° FINESS géographique : 540000312) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 12 785 802 €.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à :

* 156 800 € au titre des consultations mémoires

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Stéphanie GEYER

Arrêté ARS N° 2013-503 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de TOUL (n° FINESS juridique : 540000049 et n° FINESS géographique : 540000023) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 411 873€.

Article 3 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

* 1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences.

Article 4 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 1 356 100€ dont :

- * 594 000€ au titre de la PDES
- * 35 500€ au titre de l'emploi de psychologues
- * 210 000€ au titre des équipes mobiles de soins palliatifs
- * 156 800€ au titre des consultations mémoires
- * 339 800€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé
- * 20 000€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-504 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la MATERNITE REGIONALE (n° FINESS juridique : 540000031 et n° FINESS géographique : 540000015) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 998 351€.

Article 3 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- * 471 306 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences.

Article 4 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 1 805 213€ dont :

- * 702 000€ au titre de la PDES
- * 60 000€ au titre des assistants spécialistes à temps partagés
- * 26 305€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie
- * 124 583€ au titre de l'emploi de psychologues
- * 892 325€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS N° 2013-506 du 30 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de LUNEVILLE (n° FINESS juridique : 540000080 et n° FINESS géographique : 540000155) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 413 537€.

Article 3 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

* 966177 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences.

Article 4 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 1 790 164€ dont :

* 774 000€ au titre de la PDSES

* 50 000€ au titre de l'ETP

* 190 000€ au titre des équipes mobiles de soins palliatifs

* 156 800€ au titre des consultations mémoires

* 595 424€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé

* 23 940€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-507 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

A R R E T E

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON (n° FINESS juridique : 540000106 et n° FINESS géographique : 540000296) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 871 887€.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 877 467€.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale est fixé à :

* 801220 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences.

Article 5 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 1 463 185€ dont :

* 154 870€ au titre des CPP

* 156 800€ au titre des consultations mémoires

* 1 151 515€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-508 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la Maison Hospitalière SAINT CHARLES (n° FINESS juridique : 540000122 et n° FINESS géographique : 540000395) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 061 098€.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 24 000€.

Article 4 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 100 000€ dont :
* 100 000€ au titre des consultations mémoires

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-509 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au CENTRE JACQUES PARISOT (n° FINESS juridique : 540006707 et n° FINESS géographique : 540000668) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 16 358 318€.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 8 000€.

Article 4 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 156 700€ dont :
* 155 700€ au titre de la prise en charge des adolescents
* 1 000€ au titre de la culture à l'hôpital

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-510 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de BRIEY (n° FINESS juridique : 540000767 et n° FINESS géographique : 540001070) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 541 076€.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 141 939€.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

* 1 811 047 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

Article 5 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 3 342 960€ dont :

* 720 000€ au titre de la PDES

* 50 220€ au titre de l'ETP

* 130 000€ au titre des équipes mobiles de gériatrie

* 77 000€ au titre de l'emploi de psychologues

* 2 341 800€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé

* 23 940€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-511 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à l'Association Hospitalière de JOEUF (n° FINESS juridique : 540000882 et n° FINESS géographique : 540001104) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 3 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 577 136€.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 268 115€ dont :

* 52 100€ au titre des équipes mobiles de soins palliatifs

* 216 015€ au titre des consultations mémoires

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-512 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut de Cancérologie de Lorraine pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à l'INSTITUT DE CANCEROLOGIE DE LORRAINE (n° FINESS juridique : 540003019 et n° FINESS géographique : 540001286) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 3 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 6 500 794€.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 1 967 748€ dont :

- * 588 638€ au titre des équipes mobiles de soins palliatifs
- * 894 110€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé
- * 588 638€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS N° 2013-513 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de NANCY (n° FINESS juridique : 540002078 et n° FINESS géographique : 540001138) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 17 340 516€.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 72 912 993€.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- * 3 527 565 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- * 548 654 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- * 1 557 311 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 16 471 461€ dont :

- * 5 819 400€ au titre de la PDSES
- * 87 619 € au titre du CDAG
- * 880 000€ au titre de l'ETP
- * 290 000€ au titre des assistants spécialistes à temps partagés
- * 295 000€ au titre des équipes de liaison en addictologie
- * 447 369€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie
- * 380 000€ au titre des équipes mobiles de gériatrie
- * 58 700€ au titre de l'emploi de psychologues
- * 718 795€ au titre des équipes mobiles de soins palliatifs
- * 401 528€ au titre du COREVIH
- * 156 800€ au titre des consultations mémoires
- * 6 927 250€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé
- * 9 000€ au titre de la culture à l'hôpital

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS N° 2013-514 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SINCAL pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées au SINCAL (n° FINESS juridique : 540020112 et n° FINESS géographique : 540000163) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 935 781€.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 615 165€ dont :

* 288 000€ au titre de la PDSES

* 307 165€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé

* 20 000€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-517 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique Jeanne d'Arc pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la CLINIQUE JEANNE D'ARC (n° FINESS juridique : 540003928 et n° FINESS géographique : 540000361) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 3 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 531€.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 206 703€ dont :

* 186 975€ au titre de la PDSES

* 19 728€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-518 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique Ambroise PARE pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la CLINIQUE AMBROISE PARE (n° FINESS juridique : 540000890 et n° FINESS géographique : 540000445) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 3 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 21 529€.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 126 187€ dont :
* 126 187€ au titre de la PDES

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-519 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique SAINT-ANDRE pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la CLINIQUE SAINT ANDRE (n° FINESS juridique : 540000908 et n° FINESS géographique : 540000452) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 19 522€.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-520 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Clinique Louis PASTEUR pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la CLINIQUE LOUIS PASTEUR (n° FINESS juridique : 540003449 et n° FINESS géographique : 540000478) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 3 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 102 978€.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 404 259€ dont :

* 345 862€ au titre de la PDSES

* 16 800€ au titre de l'ETP

* 41 597€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-521 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Polyclinique GENTILLY pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la POLYCLINIQUE GENTILLY (n° FINESS juridique : 540000932 et n° FINESS géographique : 540000486) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 155 004€.

Article 3 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

* 513001 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences

Article 4 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 779 078€ dont :

* 626 324€ au titre de la PDSES

* 22 500€ au titre de la politique régionale de soutien aux établissements de santé

* 130 254€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-522 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Polyclinique MAJORELLE pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie versées à la POLYCLINIQUE MAJORELLE (n° FINESS juridique : 540000536 et n° FINESS géographique : 540013224) est fixé pour l'année 2013, aux articles 2 à 3 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 119 506€.

Article 3 : Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à 381 313€ dont :

* 347 399€ au titre de la PDSES

* 33 914€ au titre du financement des actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-0400 du 2 mai 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'USLD CHU NANCY pour l'exercice 2013 FINESS JURIDIQUE : 540002078 - FINESS GEOGRAPHIQUE : 540006459

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie Geyer, Chef de département des Etablissements de Santé ;

ARRETE

Article 1er : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2013 comme suit :

* U.S.L.D. (D.A.F.) : 3 265 463€

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le directeur de l'offre de soin et de l'autonomie et le directeur général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Stéphanie GEYER

Service VSSE

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0455 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par la Maternité Régionale de NANCY ;

AR R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 300 250 € soit :

- 1) 2 276 926 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 954 467 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 95 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 18 372 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 302 589 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 403 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 12 386 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 3 459 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 7 479 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 7 479 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0457 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 919 406 € soit :

1) 1 862 282 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 582 596 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

26 258 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

972 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

250 868 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 588 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 19 482 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 37 642 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0460 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 841 053 € soit :

1) 1 771 827 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 581 900 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

22 652 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 522 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

161 895 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 858 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 31 560 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 37 666 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0464 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 636 494 € soit :

1) 634 631 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

572 603 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
13 478 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
48 038 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
512 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 1 863 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0475 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 651 595 € soit :

1) 2 549 482 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 215 959 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

46 989 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

282 707 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 827 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 73 211 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 28 902 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0476 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON ;

ARRETE**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 95 391 € soit :

95 391 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

95 391 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0477 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 348 215 € soit :

348 215 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

254 103 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

93 022 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 090 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0478 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale

et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 300 712 € soit :

1) 27 074 577 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

23 892 962 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

83 561 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 096 765 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

-85 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

1 374 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 211 821 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 962 076 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 52 238 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

46 498 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

5 740 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0479 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 729 496 € soit :

1) 3 282 614 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

3 119 176 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

162 083 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 355 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 438 119 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 5 897 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 866 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 866 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0480 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 37 891 € soit :

37 891 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

37 891 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0481 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 209 272 € soit :

209 272 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

207 725 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 547 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0482 du 21 mai 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2013, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 811 501 € soit :

1) 2 535 162 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 332 267 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

8 681 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

194 043 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

171 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 285 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 256 055 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 16 999 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

16 999 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA STRATEGIE**Arrêté n° 2013-0536 du 29 mai 2013 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;
 VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2013-0358 en date du 30 avril 2013, portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Marie-Annick HELFER (Directrice des Personnes âgées et personnes handicapées - CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Dominique BEAUMONT (Directeur Direction Autonomie et Solidarité CG 88)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
Représentants des communes	
Isabelle KAUCIC (Adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (Adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (Maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Marie-Lise DUBIEF (Consommation logement et cadre de vie)	En attente de désignation
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Marcel DOSSMANN (Directeur Général UDAF)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
En attente de désignation	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Alain DOLLE (Représentant retraités CFDT - Vosges)	Maurice GERARD (Les Aînés Ruraux - Fédération départementale des Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)

Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2) Le Val d'Ajol	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2) Les Saules

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehning)
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOUD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Agnès COULAMA (Médecins du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Robert CANTISANI (Président du Conseil d'administration CAF 57)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBAKER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin - Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)

Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Bernard DUPONT (Directeur général du CHU Nancy)	Mathieu ROCHER (Directeur du CH de Saint-Dié)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Francis MOREL (Directeur d'établissement FEHAP)
Noël BAILLE (Président CME – FEHAP)	William CANADA (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de l'Orne)
Alexandre HORRACH (Directeur général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
François MORICE (Directeur Hôpital Saint Maurice Moyeuve Grande)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	En attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Laetitia BERRAR (Directrice des Centres de Santé CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Michèle KESSLER (Présidente NEPHROLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
Hugues DEREGNAUCOURT (SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (SDIS de la Meuse)

Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président URCDL)	Jean-Luc MASSERANN (Trésorier URCDL)
Denise ZIMMERMANN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice-président de l'URPS)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Julien CAMPAGNE (APIHNS)	Véronique MIDY (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Pr Serge BRIANÇON – Directeur - Ecole de Santé Publique -
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 29 mai 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté n° 2013-0549 du 29 mai 2013 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2013, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-289 en date du 23 mars 2012, modifiant la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée de prévention constituée au sein de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
------------	------------

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Poste vacant	Poste vacant
Poste vacant	Poste vacant

Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué départemental AIDES 54)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée régionale Association Grandir)
René MASSON (Fédération Nationale Association des Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS – Vosges)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle)
-------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Philippe ZUNINO (CFE - CGC)	Elise CUVILLON (CFE – CGC)
Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehning)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Agnès COULAMA (Médecins du Monde)	Alain BUFFONI (Administrateur FNARS)
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT NORD EST)
Robert CANTISANI (Président CA CAF Moselle)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'Administration CAF 57)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Sylvie VAILLANT (Médecin Directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère Technique Service Social Rectorat))
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin – Service Santé Travail du BTP)
Philippe BADOIT (Médecin Chef de PMI)	Fabienne SCHUTZ (Médecin Chef de Service PMI Metz Est)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Norihouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Poste vacant	Poste vacant
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPPO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers libéraux)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de prévention est Mme Jacqueline FONTAINE.
La Vice-présidente est Mme Muriel CONTE.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 29 mai 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté n° 2013-0556 du 29 mai 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU l'arrêté n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013 - 0395 en date du 2 mai 2013, portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Dominique OLIVIER (Vice-Présidente Conseil Général de Meurthe-et-Moselle)	Marie-Annick HELFER (Directrice des Personnes âgées et personnes handicapées – CG54)
Arsène LUX (Pt Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL (Conseiller Communautaire)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
En cours de désignation	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - Vice-présidente CCAS Metz)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - administrateur CMSEA)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehning)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOUEAU (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Anne-Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Bernard DUPONT (Directeur général du CHU Nancy)	Mathieu ROCHER (Directeur du CH de Saint-Dié)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur des CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de Laxou)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul))
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean Pierre TEYSSIER (Directeur Etablissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Francis MOREL (Directeur d'établissement FEHAP)
Noël BAILLE (Président CME - FEHAP)	William CANADA (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Laetitia BERRAR (Directrice des Centres de Santé CARMI)
Michèle KESSLER (Présidente NEPHROLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDÉ (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAUT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
Hugues DEREGNAUCOURT (Directeur du SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur du SDIS de la Meuse)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Denise ZIMMERMANN (syndicat interdépartemental ONSSF)	Laurence GUILLAUME (syndicat interdépartemental ONSSF)
Marc AYME (Président URCDL)	Jean Luc MASSERANN (Trésorier URCDL)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Julien CAMPAGNE (APIHNS)	Véronique MIDY (RAOUL – IMG)

Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE.

Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 29 mai 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté n° 2013-0557 du 29 mai 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;
 VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;
 VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-282 en date du 19 mars 2012, portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnement médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

AR R E T E

Article 1er : La Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux constituée au sein de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
------------	------------

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Dominique OLIVIER (Vice Présidente Conseil Général Meurthe-et-Moselle)	Marie-Annick HELFER (Directrice des Personnes âgées et personnes handicapées – CG 54)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général Moselle)
Philippe TARILLON (Président Communauté de Communes du Val de Fensch)	Philippe DAVID (Vice Président Communauté de Commune)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départementale 54 AIDES)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT - M & M)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique – M & M)
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement - Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT – Moselle)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Luc LIVET (Conférence territoire Vosges) (EHPAD VAL D'AJOL)	Gregory AUBRY (Conférence territoire Vosges) (EHPAD SAULXURES SUR MOSELOTTE)
----------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehning)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Danièle SOMMELET (Présidente départementale 54 de la Croix Rouge)	Chantal SIBUE De CAIGNY (Représentant délégation régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Denis BUREL (Délégué interrégional du GEP SO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de l'Orne)
Alexandre HORRACH (Directeur Général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
François MORICE (Directeur Hôpital Saint Maurice – Moyeuve Grande)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur Maison de Retraite Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS (Vice Pt CCAS Bar le Duc/Pt UDCCAS Meuse)	En attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice l'Oseraie Laxou)
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)

Représentants de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins

Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Francis MOREL (Directeur d'établissement FEHAP)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux est Mme Sylvie MATHIEU.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 29 mai 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Décision SP/2012-21 du 28 décembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - Entreprise individuelle (auto-entrepreneur) SIMON Kévin à LAXOU (54520)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) SIMON Kévin (SIREN n° 519310775), sise bâtiment Bourgogne entrée 8, avenue de l'Europe à LAXOU (54520), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée,

CONSIDÉRANT l'absence de production des éléments demandés, ainsi que l'absence de transmission de l'ensemble des états mensuels d'activité (EMA) et des tableaux statistiques annuels (TSA),

CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure,

SUR proposition du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article 1er : L'agrément simple N/230310/F/054/S/023 délivré le 23 mars 2010 à l'entreprise individuelle SIMON Kévin (Multi-services aux particuliers – SIREN n° 519310775), sise bâtiment Bourgogne entrée 8, avenue de l'Europe à LAXOU, est retiré.

Article 2 : L'EI SIMON Kévin en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI SIMON Kévin sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY cedex),
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX).

Décision SP/2012-23 du 28 décembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - Association Âge et Dignité, gestionnaire de l'unité de vie "Résidence Bien-Être" à NANCY (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'association Âge et Dignité (SIREN n°450370150), en tant que gestionnaire de l'unité de vie "Résidence Bien-Être", sise 13 rue des tanneries à Nancy (54000), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée,

CONSIDÉRANT l'absence de production des éléments demandés, ainsi que l'absence de transmission de l'ensemble des états mensuels d'activité (EMA) et des tableaux statistiques annuels (TSA),

SUR proposition du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article 1er : L'agrément qualité E/250509/A/054/Q/016 délivré le 25 mai 2009 à l'association Âge et Dignité (SIREN n°450370150), dans le cadre de la gestion de l'unité de vie "Résidence Bien-Être", sise 13 rue des tanneries à Nancy, est retiré.

Article 2 : L'association Âge et Dignité en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'association Âge et Dignité sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY cedex),
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX).

Décision du 19 mars 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Madame MAUER Christelle, auto-entrepreneur, à MONT-SAINT-MARTIN (54350)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 08 mars 2013 par Madame Christelle MAUER, auto-entrepreneur, sise 5 rue des Tilleuls 54350 MONT SAINT MARTIN,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT,
Qu'au vu des éléments recueillis sur le site internet de l'entreprise individuelle Christelle MAUER « Chris-Fitness, votre coach des trois frontières », celle-ci ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant ses activités également en cours collectif dans différents clubs sportifs, en entreprise (sur le lieu de travail), ainsi qu'en Belgique et au Luxembourg (dans un rayon de 40 kilomètres autour de Longwy- 54),
Or les activités de services à la personne « cours à domicile » doivent toujours être dispensées de manière individuelle ou dans le cadre familial, à domicile, et sur le territoire national,

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Madame MAUER Christelle, auto-entrepreneur, numéro SIRET 53433894200012, sise 5 rue des Tilleuls à 54350 MONT SAINT MARTIN.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 19 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département,
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX).

Récépissé de déclaration du 19 avril 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792077265 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL LES MATHS POUR TOUS à NANCY (54000)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 18/04/2013 par Monsieur TABOUCHE Abou El Khayer, responsable de

l'EURL LES MATHS POUR TOUS, sise 48 bis rue Gabriel Mouilleron à NANCY (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de LES MATHS POUR TOUS, sous le n° SAP/792077265.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon les modes suivants : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'Eurl LES MATHS POUR TOUS sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile,
- Soutien scolaire à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19 avril 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 19 avril 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 2 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/537558827 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Madame BABINDAMANA Ella, auto entrepreneur, à MAXEVILLE CHAMP LE BŒUF (54320)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 20/01/2013 par Madame BABINDAMANA Ella, auto entrepreneur, sise 9 rue de la Seille à MAXEVILLE CHAMP LE BŒUF (54320).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Ella BABINDAMANA, sous le n° SAP/537558827.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par Ella BABINDAMANA sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille,
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante),
- Assistance administrative à domicile,
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Livraison de repas à domicile,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé,
- Livraison de courses à domicile,
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 02 mai 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 2 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Directeur délégué,
Philippe DIDELOT

Récépissé de déclaration du 2 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790790117 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Madame GORNET Mélody, auto-entrepreneur, à NANCY (54000)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 17/04/2013 par Madame GORNET Mélody, auto-entrepreneur, sise 14 rue de Solignac à NANCY (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de GORNET Mélody, sous le n° SAP/790790117.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon les modes suivants : prestataire.

L'activité déclarée par Mélody GORNET est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 02 mai 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 2 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Directeur délégué,
Philippe DIDELOT

Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/501679781 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - SARL Allo ! Service Entretien Jardin à BARBONVILLE (54360)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23/04/2013 par la SARL Allo ! Service Entretien Jardin sise Le Nil à BARBONVILLE (54360).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Allo ! Service Entretien Jardin, sous le n° SAP/501679781.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par la SARL Allo ! Service Entretien Jardin est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19 février 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 7 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792374720 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise A VOTRE SERVICE DANS LE SAINTOIS à VEZELISE (54330)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 19/04/2013 par Monsieur COLIN Stéphane, entrepreneur individuel, responsable de l'entreprise A VOTRE SERVICE DANS LE SAINTOIS sise 19 rue des Moutoilles d'Argent à VEZELISE (54330).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de COLIN Stéphane, sous le n° SAP/792374720.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par Stéphane COLIN sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage,
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains »,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé,
- Livraison de courses à domicile,
- Commissions et préparation de repas.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 07 mai 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 7 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/343128625 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association Intermédiaire FR Services à NANCY (54000)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 07/05/2013 par l'Association Intermédiaire FR Services sise 223-225 avenue du Général Leclerc à NANCY (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de FR Services, sous le n° SAP/343128625.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prêt de main d'œuvre autorisé.

Les activités déclarées par FR Services sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille,
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante),
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage,
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains »,
- Soutien scolaire à domicile,
- Cours à domicile,
- Préparation des repas à domicile,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé,
- Assistance informatique et internet à domicile,
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes,
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 7 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 7 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/501074785 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL Le Hêtre Pourpre Service à PETIT-FAILLY (54260)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 04/05/2013 par l'EURL Le Hêtre Pourpre Service sise 1 rue Principale à PETIT-FAILLY (54260).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Le Hêtre Pourpre Service, sous le n° SAP/501074785.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'EURL Le Hêtre Pourpre Service est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 21 mars 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 7 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 17 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/792374738 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise individuelle CASSIS Catherine, auto-entrepreneur, à FROUARD (54390)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 13/05/2013 par l'entreprise individuelle CASSIS Catherine, auto-entrepreneur, sise 76 rue de Liverdun à FROUARD (54390).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de CASSIS Catherine, sous le n° SAP/792374738.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI CASSIS Catherine sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 17 mai 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 17 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 17 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/507435303 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - SAS HOME ALLIANCE à NANCY (54000)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 10/04/2013 par la SAS HOME ALLIANCE sise 2 rue Jeanne d'Arc à NANCY (54000). Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de HOME ALLIANCE, sous le n° SAP/507435303.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SAS HOME ALLIANCE sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Cours particuliers à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Petits travaux de jardinage ;
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 17 juillet 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 17 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Décision d'agrément (renouvellement) du 23 mai 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE à JARVILLE-LA-MALGRANGE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande validée par l'autorité administrative le 21 février 2013 présentée par Madame Anny MASSON – Présidente de l'association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE – 12 rue de l'Abbé Devaux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE

12 rue de l'Abbé Devaux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE

SIRET 332 493 287 000 38 code APE 8899B

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 23 mai 2013.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 23 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément (renouvellement) du 23 mai 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - SCOP SARL IN SITU ARCHITECTES à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 25 février 2013 présentée par Monsieur SARAZIN Patrick – co-gérant de la SCOP SARL IN SITU ARCHITECTES – 123 rue Mac Mahon – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La SCOP SARL IN SITU ARCHITECTES - 123 rue Mac Mahon – 54000 NANCY

SIRET 398 321 901 000 25 code APE 7111Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 23 mai 2013.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 23 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 197 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3513

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 125-1 à L 125-15 , R125-1 à R125-4 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 31 janvier constatant que les parcelles ZD 12a, ZE 37, ZE 70a et ZE 70c sont en état d'inculture depuis au moins trois ans et proposant une mise en valeur des dites parcelles,

VU le plan de remise en valeur déposé le 15/03/2013 par l'EARL DU GRAND NOEL (Messieurs CLAQUART Michel - Brigitte et Régis) à BOISMONT concernant 13,43 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation, avec les aides de l'Etat, de son fils Régis,

VU les demandes concurrentes de Monsieur MUTELET Jean Luc à MERCY LE BAS, de la SCEA des Cochettes à PIERREPONT et de Monsieur DEMANGEL Benjamin à PIENNES,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les priorités fixées par l'article L125-4 du code rural précisant qu'en cas de pluralité de demandes, l'autorisation est attribuée en priorité à un agriculteur qui s'installe,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du L'EARL DU GRAND NOEL relève du rang de priorité 1 (agrandissement en vue de l'installation, avec les aides de l'Etat) selon le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle et des priorités à l'installation fixées par l'article L 125-4 du code rural,

CONSIDERANT que les demandes de Monsieur MUTELET Jean Luc, de la SCEA DES CLOCHETTES et de Monsieur DEMANGEL Benjamin ne sont pas prioritaires au titre de l'article L 125-4 du code rural,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU GRAND NOEL, composé de Messieurs CLAQUART Michel - Brigitte et Régis, est autorisé à exploiter 13,43 ha :

- territoire de MERCY LE BAS : les parcelles ZD 12a, ZE 37, ZE 70a et ZE 70c conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat avant le 31 décembre 2013 de Monsieur CLAQUART Régis.

Article 3 : Cette autorisation emporte de plein droit l'existence d'un bail à ferme.

Article 4 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CLAQUART Michel - Brigitte et Régis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 29 avril 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEZHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 198 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3525

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 125-1 à L 125-15 , R125-1 à R125-4 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 31 janvier constatant que les parcelles ZD 12a, ZE 37, ZE 70a et ZE 70c sont en état d'inculture depuis au moins trois ans et proposant une mise en valeur des dites parcelles,
VU le plan de remise en valeur déposé le 15/03/2013 par Monsieur MUTELET Jean Luc à MERCY LE BAS concernant 8,23 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU les demandes concurrentes de la SCEA des Clochettes à PIERREPONT, l'EARL du Grand Noël à BOISMONT et de Monsieur DEMANGEL Benjamin à PIENNES,
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les priorités fixées par l'article L125-4 du code rural précisant qu'en cas de pluralité de demandes, l'autorisation est attribuée en priorité à un agriculteur qui s'installe,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du L'EARL DU GRAND NOEL relève du rang de priorité 1 (agrandissement en vue de l'installation, avec les aides de l'Etat) selon le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle et des priorités à l'installation fixées par l'article L 125-4 du code rural,
CONSIDERANT que les demandes de Monsieur MUTELET Jean Luc, de la SCEA DES CLOCHETTES et de Monsieur DEMANGEL Benjamin ne sont pas prioritaires au titre de l'article L 125-4 du code rural,

DECIDE

Article 1er : Monsieur MUTELET Jean Luc n'est pas autorisé à exploiter 8,23 ha :

- territoire de MERCY LE BAS : les parcelles ZD 12a et ZE 70a conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat avant le 31 décembre 2013 de Monsieur CLAQUART Régis.

Article 3 : Cette autorisation emporte de plein droit l'existence d'un bail à ferme.

Article 4 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CLAQUART Michel - Brigitte et Régis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 29 avril 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 199 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 125-1 à L 125-15 , R125-1 à R125-4 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 31 janvier constatant que les parcelles ZD 12a, ZE 37, ZE 70a et ZE 70c sont en état d'inculture depuis au moins trois ans et proposant une mise en valeur des dites parcelles,
VU le plan de remise en valeur déposé le 15/04/2013 par la SCEA des Clochettes à PIERREPONT concernant 13,43 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU les demandes concurrentes de Monsieur MUTELET Jean Luc à MERCY LE BAS, l'EARL du Grand Noël à BOISMONT et de Monsieur DEMANGEL Benjamin à PIENNES,
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les priorités fixées par l'article L125-4 du code rural précisant qu'en cas de pluralité de demandes, l'autorisation est attribuée en priorité à un agriculteur qui s'installe,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du L'EARL DU GRAND NOEL relève du rang de priorité 1 (agrandissement en vue de l'installation, avec les aides de l'Etat) selon le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle et des priorités à l'installation fixées par l'article L 125-4 du code rural,
CONSIDERANT que les demandes de Monsieur MUTELET Jean Luc, de la SCEA DES CLOCHETTES et de Monsieur DEMANGEL Benjamin ne sont pas prioritaires au titre de l'article L 125-4 du code rural,

DECIDE

Article 1er : La SCEA DES CLOCHETTES, composée de Messieurs HUMBERT Pascal et STREIT Philippe, n'est pas autorisée à exploiter 13,43 ha :

- territoire de MERCY LE BAS : les parcelles ZD 12a, ZE 37, ZE 70a et ZE 70c conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat avant le 31 décembre 2013 de Monsieur CLAQUART Régis.

Article 3 : Cette autorisation emporte de plein droit l'existence d'un bail à ferme.

Article 4 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CLAQUART Michel - Brigitte et Régis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 29 avril 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 200 du 29 avril 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 125-1 à L 125-15 , R125-1 à R125-4 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 31 janvier constatant que les parcelles ZD 12a, ZE 37, ZE 70a et ZE 70c sont en état d'inculture depuis au moins trois ans et proposant une mise en valeur des dites parcelles,
VU le plan de remise en valeur déposé le 04/04/2013 par Monsieur DEMANGEL Benjamin à PIENNES concernant 13,43 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant le projet d'installation,
VU les demandes concurrentes de la SCEA des Cochettes à PIERREPONT, l'EARL du Grand Noël à BOISMONT et de Monsieur MUTELET Jean Luc à MERCY LE BAS,
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les priorités fixées par l'article L125-4 du code rural précisant qu'en cas de pluralité de demandes, l'autorisation est attribuée en priorité à un agriculteur qui s'installe,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du L'EARL DU GRAND NOEL relève du rang de priorité 1 (agrandissement en vue de l'installation, avec les aides de l'Etat) selon le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle et des priorités à l'installation fixées par l'article L 125-4 du code rural,
CONSIDERANT que Monsieur DEMANGEL Benjamin est en cours de formation,
CONSIDERANT que les demandes de Monsieur MUTELET Jean Luc, de la SCEA DES CLOCHETTES et de Monsieur DEMANGEL Benjamin ne sont pas prioritaires au titre de l'article L 125-4 du code rural,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur DEMANGEL Benjamin n'est pas autorisé à exploiter 13,43 ha :

- territoire de MERCY LE BAS : les parcelles ZD 12a, ZE 37, ZE 70a et ZE 70c conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat avant le 31 décembre 2013 de Monsieur CLAQUART Régis.

Article 3 : Cette autorisation emporte de plein droit l'existence d'un bail à ferme.

Article 4 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CLAQUART Michel - Brigitte et Régis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 29 avril 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.*

Arrêté 2013/DDT54/AFC/258 du 28 mai 2013 portant nomination du Comité Départemental d'Expertise

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 361.1 à 21 du code rural organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles,
VU les articles D.361.1 à R.361.37 du code rural, notamment l'article D.361-13,
VU les propositions des différents organismes consultés par courrier,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1er : Le Comité Départemental d'Expertise de Meurthe-et-Moselle est composé des membres suivants :

- Le préfet ou son représentant, président du comité ;
- Le directeur départemental des finances publiques ou son représentant ;
- Le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- Le représentant des établissements habilités à distribuer des prêts bonifiés à l'agriculture :
 - * Monsieur Bernard VOSGIEN – 7 rue Haute - 54200 PIERRE LA TREICHE
- Le représentant de la chambre départementale d'agriculture :
 - * Monsieur Philippe DANIEL – 2 chemin des Mirabelliers - 54360 VIGNEULLES
- Un représentant de chacune des organisations syndicales d'exploitations agricoles à vocation générale habilitées en application de l'article 3 du décret n 90-187 du 28 février 1990 :
 - * Monsieur François JACQUES - 23 grande rue – 54620 SAINT SUPPLET
 - * Monsieur Jean François VIRIAT – 1 rue des trois fontaines – 54830 REMENOVILLE
 - * Monsieur Patrice DESHAYES - Ferme de la Grange – 54800 VILLE SUR YRON
 - * Monsieur Michel GOIJOT – 51 en Chvèrue – 54200 LUCEY
- La personnalité désignée par la Fédération française des sociétés d'assurances ;
 - * Monsieur Olivier DURAND – 165 rue André Malraux – BP36 - 54601 VILLERS LES NANCY

- La personnalité désignée par les caisses de réassurances mutuelles agricoles dans le ressort desquelles se trouve le département ou son représentant :

* Monsieur Alain CESAR – 54290 HAUSSONVILLE

Article 2 : Les membres du comité départemental d'expertise ainsi que leurs représentants sont nommés, pour une durée de trois ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté 2013/DDT54/AFC/259 du 28 mai 2013 constituant le Comité Départemental d'Agrément des Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L.323-7 et R.323-9 et suivants du code rural et de la pêche maritime,
VU la loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010,
VU le décret n° 90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles, au sein de certains organismes ou commissions, modifié par le décret n° 2000-139 du 16 février 2000, notamment ses articles 1er à 3,
VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
VU le décret n° 2006-1713 du 22 décembre 2006 relatif aux comités d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun et modifiant le code rural,
VU le décret n°2011-261 du 10 mars 2011 relatif aux conditions de reconnaissance et de fonctionnement des GAEC,
VU les propositions en date du 26/04/2013, 30/04/2013 et du 14/05/2013 des organisations professionnelles consultées,
VU la répartition des 3 postes selon la méthode du plus fort reste sur la base des résultats des élections de Chambre d'agriculture de janvier 2013,
SUR proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1er : La composition du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun est fixée ainsi qu'il suit :

- Le Préfet ou son représentant,
- Le Directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Le Directeur départemental des finances publiques ou son représentant,
- Trois agriculteurs désignés sur proposition des représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles membres de la commission départementale d'orientation de l'agriculture :

Titulaires : * Monsieur Didier BOURDON à DROUVILLE
* Monsieur Cédric JEANDEL à AUTREY SUR MADON
* Madame HELLE Martine à MERVILLER
Suppléants : * Madame Lydia NOISETTE à GYE
* Monsieur Thomas JOB à MAZERULLES
* Monsieur DECKER Fabrice à MONTIGNY

- Un agriculteur représentant les agriculteurs travaillant en commun dans le département désigné sur proposition de l'Association Nationale des Sociétés et Groupements Agricoles pour l'exploitation en commun :

* Monsieur Louis CHRETIEN à TREMBLECOURT

Article 2 : Siègent à titre d'experts :

- Le Directeur de la Caisse Régionale de Crédit Agricole ou son représentant
- Le Directeur de l'Association de Gestion et de Comptabilité – ADHEO 109 – ou son représentant
- Le Directeur de la Chambre d'Agriculture ou son représentant

Article 3 : Les membres du comité, autres que les fonctionnaires, prévus à l'article R 323-1, sont nommés pour une durée de trois ans.

Article 4 : Le secrétariat du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun est assuré par le Directeur départemental des territoires.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 257 du 22 mai 2013 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de CHAMPIGNEULLES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la délibération de la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 4 juin 2012 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales section C n°2, section AV n° 13, 41, 43, 44, 45, 46, 47, section AW n°1 territoire communal de Champigneulles,
VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Office national des forêts dressé le 29 avril 2013,
VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts en date du 16 mai 2013,
SUR proposition du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts,

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieu-dit	Section	N° de parcelle	
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	Champigneulles	Bois de la Comtesse	C	2	120 ha 06 a 00
	Champigneulles	Pièce de la Bellefontaine	AV	13	2 ha 26 a 06
	Champigneulles	Les friches	AV	41	0 ha 80 a 11
	Champigneulles	Route de Bellefontaine		43	0 ha 06 a 89
	Champigneulles	Les friches	AV	44	0 ha 35 a 38
	Champigneulles	Les friches	AV	45	0 ha 38 a 63
	Champigneulles	Les friches	AV	46	6 ha 39 a 90
	Champigneulles	Les friches	AV	47	0 ha 69 a 44
	Champigneulles	Fond du noir Val	AW	1	1 ha 65 a 60
Total					132 ha 68 a 01

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Champigneulles ainsi qu'au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
Le chef du service agriculture forêt chasse,
Philippe SCHOTT

Arrêté n° 260 du 23 mai 2013 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de GOGNEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires et l'arrêté n° 2012/DDT/SH/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Gogney en date du 21 mars 2013 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales section B n°373pie, 288pie, 289pie territoire communal de Gogney,

VU le procès-verbal de reconnaissance dressé par l'Office national des forêts en date du 20 juin 2013

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 16 mai 2013,

SUR proposition du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts,

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Gogney	Gogney	Les chenots	B	373 partie	0 ha 33 a 66
		Les chenots	B	288 partie	0 ha 20 a 93
		Les chenots	B	289 partie	1 ha 07 a 60
Total					1 ha 62 a 19

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Gogney.

Nancy, le 23 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
Le chef du service agriculture forêt chasse,
Philippe SCHOTT

HABITAT ET CONSTRUCTIONS DURABLES

Arrêté N° HCD/2013/06 du 27 mai 2013 portant abrogation d'un arrêté préfectoral du 19 mars 1963 relatif à la construction et à l'installation des ascenseurs dans les immeubles d'habitation de Meurthe-et-Moselle

Abrogation destinée à éviter des difficultés dans la mise en œuvre des textes relatifs aux travaux, à l'entretien et aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.125-2, R.125-2-1, R.125-2-2 et R.125-2-3 ;

VU le décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs ;

VU la circulaire UHC/QC3 n°2005-2 du 27 janvier 2005 relative à l'abrogation des ordonnances préfectorales non conformes avec la réglementation ascenseurs ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 19 mars 1963 relatif à la construction et à l'installation des ascenseurs dans les immeubles d'habitation de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne et Non-Décent***Arrêté du 28 mai 2013 déclarant d'utilité publique l'acquisition de l'immeuble sis 15 rue de Verdun à BRIEY et cessible**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1331-25 et suivants ;
VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L314-1 et suivants ;
VU la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970, modifiée, tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, notamment son article 14 ;
VU l'avis du 07 novembre 2012 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur l'impossibilité d'y remédier ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 déclarant l'insalubrité irrémédiable et prononçant l'interdiction définitive à l'habitation et à toute utilisation l'immeuble sis 15 rue de Verdun - 54150 Briey ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Briey en date du 28 janvier 2013 autorisant le maire de Briey à mettre en œuvre la procédure d'expropriation de l'immeuble sis 15 rue de Verdun à Briey ;
VU l'avis du service des domaines en date du 19 avril 2013 portant évaluation de la valeur vénale de l'immeuble considéré et établissant l'indemnité provisionnelle de dépossession de l'immeuble cadastré section AE, parcelle n°57 sis 15 rue de Verdun à Briey ;
VU les propositions d'accompagnement social ainsi que les offres de relogement faites au propriétaire occupant ;
CONSIDÉRANT que ce dernier les a toutes refusées ;
VU que le propriétaire occupant s'est relogé par 57 rue de Metz à Briey ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'acquisition de l'immeuble sis 15 rue de Verdun – 54150 Briey par la ville de Briey est déclarée d'utilité publique en vue de résorber l'insalubrité qualifiée d'irrémédiable de cet immeuble.

Article 2 : L'acquisition se fera par voie d'expropriation au bénéfice de la commune de Briey.

Article 3 : L'immeuble sis 15 rue de Verdun à Briey est déclaré cessible, immédiatement et en totalité, au bénéfice de la commune de Briey tel qu'il est désigné dans le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

Article 4 : Il pourra être pris possession dudit immeuble à compter d'un mois après la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle sous réserve du paiement ou de la consignation de l'indemnité provisionnelle.

Article 5 : Le montant de l'indemnité provisionnelle s'élève à 4 000€.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Briey pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- Mme la sous-préfète de Briey ;
- M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le directeur territorial de l'agence régionale de santé.

Nancy, le 28 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le relevé de propriété et l'extrait du plan cadastral sont consultables à la DDT – Service habitat et constructions durables – Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne et non-décent.

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE**Arrêté SEEB – NBP – 2013-16 du 29 mai 2013 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 « JARNY - MARS-LA-TOUR » (FR4112012)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 414-2, R.414-8 à 12 ;
VU l'arrêté ministériel du 07/06/2006 portant désignation du site Natura 2000 « Jarny Mars-la-Tour » (FR4112012) en Zone de Protection Spéciale ;
VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 2008 portant désignation du comité de pilotage ;
VU les travaux du comité de pilotage du site et notamment sa réunion du 10 janvier 2013 de validation du document d'objectifs ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le document d'objectifs du site Natura 2000 « Jarny Mars-la-Tour » (FR4112012) annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le document d'objectifs du site Natura 2000 « Jarny Mars-la-Tour » (FR4112012) est tenu à la disposition du public auprès des services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, dans les mairies des communes de Meurthe-et-Moselle concernées par le périmètre du site, tel que défini par l'arrêté ministériel susvisé du 07/06/2006.

Article 3 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté devra être présenté devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES

L'AUTRE CANAL

Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 084-2013 du 15 mars 2013 - Approbation des nouveaux représentants du Conseil Régional de Lorraine et de la Ville de Nancy au Conseil d'Administration de L'Autre Canal

Exposé des motifs :

La Commission Permanente du Conseil Régional de Lorraine, réunie le 15 février 2013 a désigné ses deux représentants Conseillers Régionaux :

- Monsieur Jean-Pierre MOINAUX
- Monsieur Bertrand MASSON

Monsieur Jean Pierre MASSERET, Président du Conseil Régional de Lorraine, a reconduit Monsieur Dominique REPECAUD dans ses fonctions de Conseiller au sein du Conseil d'Administration de L'Autre Canal, en tant que Personne Qualifiée.

Monsieur André ROSSINOT, Maire de la Ville de Nancy, a reconduit Madame Anne VALTON, Madame Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET et Monsieur Claude-Jean ANTOINE dans leurs fonctions de Conseillers au sein du Conseil d'Administration de L'Autre Canal, en tant que Personnes Qualifiées.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

de prendre note du renouvellement de Dominique REPECAUD en tant que personnalité qualifiée et de la désignation de Mrs Jean-Pierre MOINAUX et Bertrand MASSON comme représentants élus du Conseil Régional de Lorraine, du renouvellement de Madame Anne VALTON, Madame Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET et Monsieur Claude-Jean ANTOINE en tant que personnalités qualifiées de la Ville de Nancy, et du remplacement de Thibaut VILLEMIN par Jean-Pierre MOINAUX à la vice-présidence de l'établissement.

DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Étaient présents : Mr Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mr Thierry BENTZ.

Avaient donné procuration écrite : Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Bertrand MASSON a donné pouvoir à Mr Jean-Pierre MOINAUX.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Étaient excusés : Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Bertrand MASSON ; Mr André ROSSINOT ; Mr Frank PILCER ; Mlle Aude MEURET.

Nancy, le 15 mars 2013

Le Président,
M. Laurent HENART

Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 085-2013 du 15 mars 2013 - Nouvelle présentation des délibérations N° 078-2012, 079-2012, 080-2012, 081-2012 et 082-2012

Exposé des motifs :

Lors du Conseil d'Administration du 18 décembre 2012, les délibérations N° 078-2012, 079-2012, 080-2012, 081-2012 et 082-2012 avaient été validées. Le quorum n'étant pas atteint, elles sont présentées à nouveau au CA de mars 2013.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

de confirmer l'adoption des délibérations 078-2012, 079-2012, 080-2012, 081-2012 et 082-2012

DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Étaient présents : Mr Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mr Thierry BENTZ.

Avaient donné procuration écrite : Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Bertrand MASSON a donné pouvoir à Mr Jean-Pierre MOINAUX.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Étaient excusés : Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Bertrand MASSON ; Mr André ROSSINOT ; Mr Frank PILCER ; Mlle Aude MEURET.

Nancy, le 15 mars 2013

Le Président,
M. Laurent HENART

La Délibération N° 086-2013 du 15 mars 2013 concernant le Budget Primitif 2013 est publiée dans le RAA N° 15 du 7 juin 2013

Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 087-2013 du 15 mars 2013 - Approbation du compte administratif et du compte de gestion 2012

Exposé des motifs :

Conformément à l'article R 1431-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil d'Administration doit délibérer sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'établissement et notamment sur le budget et ses modifications.

Conformément à l'article R 1431-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Directeur assure la Direction de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle et, à ce titre, il est ordonnateur des recettes et des dépenses, prépare le budget et ses décisions modificatives, et en assure l'exécution.

Le compte de gestion a été validé par le Comptable supérieur - Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle - et par Mr Christian KULIK, Comptable - Trésorerie Principale de Nancy Municipale.

Le compte administratif et le compte de gestion laissent apparaître pour 2012 un excédent de 30 717,80€ en section d'investissement et un déficit de 70 162,31€ en section d'exploitation.

BUDGET REALISE 2012 PAR CHAPITRE - EPCC L'AUTRE CANAL	
DEPENSES HT	
Chapitre 011 - Charges à caractère général	1 183 915,69 €
Chapitre 012 - Charges de personnel et frais assimilés	935 449,80 €
Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement	0,00 €
Chapitre 042D - Dotations aux amortissements	38 594,48 €
Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante	40 312,50 €
Chapitre 66 - Charges financières	0,00 €
Chapitre 67 - Charges exceptionnelles	46 552,65 €
Chapitre 69 - Impôts sur les bénéfices et assimilés	29 276,68 €
Chapitre D002 – Déficit d'Exploitation reporté	0,00 €
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	2 274 101,80 €
Chapitre 020 - Dépenses imprévues	0,00 €
Chapitre 040D - Subventions d'investissement	2 350,67 €
Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles	4 690,37 €
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	18 125,16 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	25 166,20 €
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION + D'INVESTISSEMENT	2 299 268,00 €

RECETTES HT	
Chapitre 013 - Atténuations de charge	4 671,86 €
Chapitre 042R - Quote-part de subvention d'investissement	2 350,67 €
Chapitre 70 - Produits des services, marchandises	604 165,81 €
Chapitre 74 - Subventions d'exploitation	1 576 662,77 €
Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante	0,00 €
Chapitre 76 - Produits financiers	0,00 €
Chapitre 77 - Produits exceptionnels	16 088,38 €
Chapitre R002 - Excédent d'exploitation reporté	0,00 €
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	2 203 939,49 €
Chapitre 021 - Virement de la section d'exploitation	0,00 €
Chapitre 040R - Amortissements des immobilisations	38 594,48 €
Chapitre 106 – Réserves facultatives	17 289,52 €
Chapitre 13 - Subventions d'investissement	0,00 €
Chapitre R001 - Excédent d'investissement reporté	0,00 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	55 884,00 €
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION + D'INVESTISSEMENT	2 259 823,49 €

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- d'approuver le compte administratif de l'exercice 2012
- d'approuver le compte de gestion de l'exercice 2012

DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Étaient présents : Mr Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mr Thierry BENTZ.

Avaient donné procuration écrite : Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Bertrand MASSON a donné pouvoir à Mr Jean-Pierre MOINAUX.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Étaient excusés : Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Bertrand MASSON ; Mr André ROSSINOT ; Mr Frank PILCER ; Mlle Aude MEURET.

Nancy, le 15 mars 2013

Le Président,
M. Laurent HENART

Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 088-2013 du 15 mars 2013 - Affectation du résultat de l'exercice 2012

Exposé des motifs :

Le compte administratif et le compte de gestion laissent apparaître pour 2012 un excédent de 30 717,80 € en section d'investissement et un déficit de 70 162,31 € en section d'exploitation.

Résultat 2012	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2012
Investissement	25 166,20 €	55 884,00 €	+ 30 717,80 €
Fonctionnement	2 274 101,80 €	2 203 939,49 €	- 70 162,31 €
Total Budget	2 299 268,00 €	2 259 823,49 €	- 39 444,51 €

La clôture de l'exercice 2012 laisse apparaître un excédent cumulé de 13 428,28 € en section d'investissement et un excédent cumulé de 19 067,42 € en section d'exploitation.

Résultat cumulé	Résultat à la clôture de l'exercice 2011	Part affectée à l'investissement 2012	Résultat exercice 2012	Résultat de clôture 2012
Investissement	- 17 289,52 €	0,00 €	+ 30 317,80 €	+ 13 428,28 €
Fonctionnement	106 519,25 €	17 289,52 €	- 70 162,31 €	+ 19 067,42 €
Total Budget	+ 89 229,73 €	17 289,52 €	- 39 444,51 €	+ 32 395,70 €

Il est proposé au Conseil d'Administration d'affecter le résultat de l'exercice 2012 comme suit :

- affecter 13 428,28 € en report à nouveau au R001 (recettes d'investissement)
- affecter 19 067,42 € en report à nouveau au R002 (recettes de fonctionnement)

DECISION : ADOPTEE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Etaient présents : Mr Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mr Thierry BENTZ.

Avaient donné procuration écrite : Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Bertrand MASSON a donné pouvoir à Mr Jean-Pierre MOINAUX.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Etaient excusés : Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Bertrand MASSON ; Mr André ROSSINOT ; Mr Frank PILCER ; Mlle Aude MEURET.

Nancy, le 15 mars 2013

Le Président,
M. Laurent HENART

Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 15 mars 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 089-2013 du 15 mars 2013 - Décision modificative n°1-2013

Exposé des motifs :

Il convient :

- d'affecter les résultats de l'exercice 2012 en recette d'investissement pour un montant de 13 428,28 €
- d'affecter les résultats de l'exercice 2012 en recette de fonctionnement pour un montant de 19 067,42 €, répartis comme suit :
 - * 7 152,80 € pour l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2012,
 - * 7 565,00 € pour une résidence de création qui était initialement prévue en novembre 2012, mais qui n'a pu être réalisée du fait que le groupe n'avait pas assez avancé sur son projet. La résidence sera donc reportée en 2013,
 - * 4 349,62 € sur l'activité globale 2013.
- de mouvementer les dépenses et recettes correspondant à la dépense du loyer et de ses charges locatives (Prévu : 286 000,00 € HT. Revu : 296 806,17 € HT).

Ainsi, la décision modificative proposée au Conseil d'Administration qui porte sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement et sur les recettes de fonctionnement et d'investissement est la suivante :

En dépense d'exploitation :

Chapitre 011 : Augmentation de 11 914,62 €, soit 7565,00 € + 4349,62 € (Report nouveau fin 2012)

Augmentation de 10 806,17 € de loyer et charges locatives

Augmentation de 13 428,28 € (équilibre de la section d'exploitation)

Chapitre 023 : Diminution de 13 428,28 € (équilibre de la section d'investissement)

Chapitre 69 : Augmentation de 7 152,80 € (Report à nouveau fin 2012)

En dépense d'investissement :

Non mouvementé

En recette d'exploitation :

Chapitre 74 : Augmentation de la contribution de la Ville de Nancy de 10 806,17 € pour la compensation loyer et charges locatives

Chapitre R001 : Augmentation de 19 067,42 € (report à nouveau fin 2012)

En recette d'investissement :

Chapitre 021 : Diminution de 13 428,28 € (équilibre de la section d'investissement)

Chapitre R001 : Augmentation de 13 428,28 € (report à nouveau fin 2012)

Décision modificative par compte – DM N°1 - 2013				
Compte de vote	Compte d'exécution	Service	Montant Dépense	Montant Recette
11	011-604	Diffusion	25 342,90 €	
11	011-6132	Diffusion	10 806,17€	
023		Frais Généraux	- 13 428,28€	
69	695	Frais Généraux	7 152,80€	
74	7442	Frais Généraux		10 806,17€
R002		Frais Généraux		19 067,42€
021		Frais Généraux		- 13 428,28€
R001		Frais Généraux		13 428,28€
Total			29 873,59€	29 873,59€
Solde			0,00€	

BUDGET 2013 PAR CHAPITRE - EPCC L'AUTRE CANAL			
DEPENSES HT	Budget Primitif 2013	DM N°1 - 2013	BP revu au 15 mars 2013
Chapitre 011 Charges à caractère général	1 098 577,45€	36 149,07€	1 134 726,52€
Chapitre 012 Charges de personnel et frais assimilés	1 035 852,62€	0,00€	1 035 852,62€
Chapitre 023 Virement à la section d'investissement	19 562,04€	- 13 428,28€	6 133,76€
Chapitre 042 Dotations aux amortissements	49 224,72€	0,00€	49 224,72€
Chapitre 65 Autres charges de gestion courante	24 979,72€	0,00€	24 979,72€
Chapitre 66 Charges financières	0,00€	0,00€	0,00€
Chapitre 67 Charges exceptionnelles	500,00€	0,00€	500,00€
Chapitre 68 Dotations aux provisions	0,00€	0,00€	0,00€
Chapitre 69 Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00€	7 152,80€	7 152,80€
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	2 228 696,55€	29 873,59€	2 258 570,14€
Chapitre 020 Dépenses imprévues	0,00€	0,00€	0,00€
Chapitre 040 Subventions d'investissement	4 750,00€	0,00€	4 750,00€
Chapitre 20 Immobilisations incorporelles	3 050,00€	0,00€	3 050,00€
Chapitre 21 Immobilisations corporelles	72 986,76€	0,00€	72 986,76€
Chapitre D001 Déficit d'investissement reporté	0,00€	0,00€	0,00€
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	80 786,76€	0,00€	80 786,76€
TOTAL DEPENSES	2 309 483,31€	29 873,59€	2 339 356,90€

RECETTES HT	Budget Primitif 2013	DM N°1 - 2013	BP revu au 15 mars 2013
Chapitre 013 Atténuation de charges	0,00€	0,00€	0,00€
Chapitre 042 Quote-part des subventions d'investissement	4 750,00€	0,00€	4 750,00€
Chapitre 70 Produits des services, marchandises	590 787,04€	0,00€	590 787,04€
Chapitre 74 Subventions d'exploitation	1 617 159,51€	10 806,17€	1 627 965,68€
Chapitre 75 Autres produits de gestion courante	0,00€	0,00€	0,00€
Chapitre 76 Produits financiers	0,00€	0,00€	0,00€
Chapitre 77 Produits exceptionnels	16 000,00€	0,00€	16 000,00€
Chapitre R002 Excédent d'exploitation reporté	0,00€	19 067,42€	19 067,42€
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	2 228 696,55€	29 873,59€	2 258 570,14€
Chapitre 021 Virement de la section d'exploitation	19562,04	- 13 428,28€	6 133,76€
Chapitre 040 Amortissements des immobilisations	49 224,72€	0,00€	49 224,72€
Chapitre 10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00€	0,00€	0,00€
Chapitre 13 Subventions d'investissement	12 000,00€	0,00€	12 000,00€
Chapitre R001 Excédent d'investissement reporté	0,00€	13 428,28€	13 428,28€
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	80 786,76€	0,00€	80 786,76€
TOTAL RECETTES	2 309 483,31€	29 873,59€	2 339 356,90€

Il est proposé au Conseil d'Administration :
- de valider la décision modificative n°1-2013

DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Étaient présents : Mr Laurent HENART ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mr Thierry BENTZ.

Avaient donné procuration écrite : Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Frank PILCER à Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Bertrand MASSON a donné pouvoir à Mr Jean-Pierre MOINAUX.

Avaient donné pouvoir pour les représenter : Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

Étaient excusés : Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Bertrand MASSON ; Mr André ROSSINOT ; Mr Frank PILCER ; Mlle Aude MEURET.

Nancy, le 15 mars 2013

Le Président,
M. Laurent HENART

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 75 du 15 mai 2013 - Modification de la nomination du régisseur et du régisseur suppléant de la régie de recettes de L'Autre Canal

VU l'arrêté ministériel du 28 août 1989, précisant les modalités de cautionnement des régies de recettes et de dépenses,
VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001, fixant le régime indemnitaire global des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
VU l'arrêté ministériel du 14 juin 1985, prévoyant la majoration des indemnités des régisseurs lors de l'ouverture au public au-delà des périodes normales d'exécution de service,
VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal,
VU la décision n°66-2013 modifiant l'institution de la régie de recettes à l'Autre Canal,
CONSIDÉRANT l'avis conforme de monsieur le Trésorier Municipal en date 13 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie est nommée régisseur de la régie de recettes de L'Autre Canal à compter du 22 décembre 2012, avec mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de cette régie.

Article 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Mlle L'HUILLIER Stéphanie sera remplacée par Mlle CORRE Hélène, régisseuse suppléante.

Article 3 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie est astreinte à constituer un cautionnement d'un montant de 4600 € ou à obtenir son affiliation à l'association française de cautionnement mutuel dont le siège est 36 avenue Marceau, 75381 Paris cedex 08 pour un montant identique.

Article 4 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie percevra une indemnité de responsabilité, calculée selon le barème en vigueur. Mlle CORRE Hélène percevra une indemnité de responsabilité calculée sur cette même base, pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 5 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'elles ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'elles ont éventuellement effectués.

Article 6 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constituées comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 7 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène sont tenues de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 8 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène sont tenues d'appliquer, chacune en ce qui la concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Nancy, le 15 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Vu pour acceptation :

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 76 du 15 mai 2013 - Modification de la nomination du régisseur et du régisseur suppléant de la régie d'avances de L'Autre Canal

VU l'arrêté ministériel du 28 août 1989, précisant les modalités de cautionnement des régies de recettes et de dépenses,
VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001, fixant le régime indemnitaire global des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
VU l'arrêté ministériel du 14 juin 1985, prévoyant la majoration des indemnités des régisseurs lors de l'ouverture au public au-delà des périodes normales d'exécution de service,
VU la délibération n°11-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal,
VU la décision n°65-2013 modifiant l'institution de la régie d'avances à l'Autre Canal,
CONSIDÉRANT l'avis conforme de monsieur le Trésorier Municipal en date du 14 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie est nommée régisseur de la régie d'avances de L'Autre Canal à compter du 22 décembre 2012, avec mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de cette régie.

Article 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Mlle L'HUILLIER Stéphanie sera remplacée par Mlle CORRE Hélène, régisseuse suppléante.

Article 3 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie est astreinte à constituer un cautionnement d'un montant de 4600 € ou à obtenir son affiliation à l'association française de cautionnement mutuel dont le siège est 36 avenue Marceau, 75381 Paris cedex 08 pour un montant identique.

Article 4 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie percevra une indemnité de responsabilité, calculée selon le barème en vigueur. Mlle CORRE Hélène percevra une indemnité de responsabilité calculée sur cette même base, pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 5 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'elles ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'elles ont éventuellement effectués.

Article 6 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène ne doivent pas payer des sommes pour des dépenses autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constituées comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 7 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène sont tenues de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 8 : Mlle L'HUILLIER Stéphanie et Mlle CORRE Hélène sont tenues d'appliquer, chacune en ce qui la concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Nancy, le 15 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Vu pour acceptation :

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 87 du 17 mai 2013 - Nomination de mandataires pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°1-2007 en date du 08 janvier 2007, instituant une régie de recettes à L'Autre Canal, modifiée par la décision n° 18 -2008 en date du 9 juin 2008, par la décision n°31-2010 en date du 1er novembre 2010, et par la décision n° 33 du 1er décembre 2010,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 16 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 17 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme DE ROSA Catherine est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme DE ROSA Catherine est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 17 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme DE ROSA Catherine

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 88 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°1-2007 en date du 08 janvier 2007, instituant une régie de recettes à L'Autre Canal, modifiée par la décision n° 18 -2008 en date du 9 juin 2008, par la décision n°31-2010 en date du 1er novembre 2010, et par la décision n° 33 du 1er décembre 2010,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 16 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 17 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme GODART Adeline est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme GODART Adeline est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 17 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme GODART Adeline

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 89 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°1-2007 en date du 08 janvier 2007, instituant une régie de recettes à L'Autre Canal, modifiée par la décision n° 18 -2008 en date du 9 juin 2008, par la décision n°31-2010 en date du 1er novembre 2010, et par la décision n° 33 du 1er décembre 2010,
VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 16 mai 2013,
VU l'avis conforme du Régisseur en date du 17 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr JEUDY Florent est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr JEUDY Florent est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 17 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr JEUDY Florent

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 90 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,
VU la décision n°1-2007 en date du 08 janvier 2007, instituant une régie de recettes à L'Autre Canal, modifiée par la décision n° 18 -2008 en date du 9 juin 2008, par la décision n°31-2010 en date du 1er novembre 2010, et par la décision n° 33 du 1er décembre 2010,
VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 16 mai 2013,
VU l'avis conforme du Régisseur en date du 17 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr LEBOEUF Timothée est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr LEBOEUF Timothée est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 17 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr LEBOEUF Timothée

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 91 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,
VU la décision n°1-2007 en date du 08 janvier 2007, instituant une régie de recettes à L'Autre Canal, modifiée par la décision n° 18 -2008 en date du 9 juin 2008, par la décision n°31-2010 en date du 1er novembre 2010, et par la décision n° 33 du 1er décembre 2010,
VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 16 mai 2013,
VU l'avis conforme du Régisseur en date du 17 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme OBLET Alexandra est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme OBLET Alexandra est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 17 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme OBLET Alexandra

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 92 du 17 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n°1-2007 en date du 08 janvier 2007, instituant une régie de recettes à L'Autre Canal, modifiée par la décision n° 18 -2008 en date du 9 juin 2008, par la décision n°31-2010 en date du 1er novembre 2010, et par la décision n° 33 du 1er décembre 2010,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 16 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 17 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme THEVENARD Laetitia est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme THEVENARD Laetitia est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 17 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme THEVENARD Laetitia

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 93 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr ADAMCZYK Jean-Christophe est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr ADAMCZYK Jean-Christophe est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr ADAMCZYK Jean-Christophe

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 94 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr BENTZ Thierry est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr BENTZ Thierry est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr BENTZ Thierry

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 95 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr BROHARD Alain est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr BROHARD Alain est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr BROHARD Alain

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 96 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr CHAPON Arnaud est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr CHAPON Arnaud est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr CHAPON Arnaud

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 97 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme COLNOT Delphine est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme COLNOT Delphine est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme COLNOT Delphine

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 98 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme FERRÉ Béatrice est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme FERRÉ Béatrice est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme FERRÉ Béatrice

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 99 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de

contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,
VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,
VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr GAUGAIN Vincent est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr GAUGAIN Vincent est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr GAUGAIN Vincent

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 100 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr GÉRARD Jean-Christophe est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr GÉRARD Jean-Christophe est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr GÉRARD Jean-Christophe

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 101 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme MEURET Aude est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme MEURET Aude est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme MEURET Aude

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'EPCC L'Autre Canal - Arrêté N° 102 du 31 mai 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mai 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 31 mai 2013,

ARRETE

Article 1 : Mme PIETA Karine est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme PIETA Karine est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 31 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme PIETA Karine

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

Décision n° 66-2013 du 23 mai 2013 portant annulation et remplacement des décisions concernant la régie de recettes N° 1-2007, 18-2008, 31-2010 et 33-2010

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du C.G.C.T. (Code Général des Collectivités Territoriales),

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements publics de Coopération Culturelle,

VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002 relatif aux Etablissements publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du code général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006 modifiant le code général des Collectivités Territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 relatif à la création de l'EPCC « L'Autre Canal »,

VU les statuts de l'Etablissement public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal »,

VU la délibération n° 12-2006 validée par le Conseil d'administration de l'EPCC L'Autre Canal du 19 décembre 2006, autorisant l'institution d'une régie de recettes,

VU la décision n°1-2007 instituant la régie de recettes, et des décisions n°18-2008, N° 31-2010 et n°33-2010 la modifiant,

VU l'avis conforme de Monsieur le Trésorier, en date du 22 mai 2013,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Cette décision annule et remplace les décisions n° 1-2007, n° 18-2008, n° 31-2010 et n° 33-2010.

Article 2 : Il est institué une régie de recettes auprès de l'EPCC L'Autre Canal.

Article 3 : La régie est utilisée pour l'encaissement des produits suivants :

- Location de studios de répétition – quittance logiciel Quick Studio,
- Vente de petits matériels utiles pour les musiciens (baguettes, pile, bouchons d'oreille) et pour les enfants (casques audio adaptés) – quittance logiciel Quick Studio,
- Prestation de vestiaire – Bracelets numérotés,
- Vente de boissons, confiseries, encas et restauration légère – Ticket de caisse enregistreuse bar,
- Vente de billetterie – BILLETS logiciel Digitick,
- Vente de la Carte Jeune Nancy Culture – Remise Carte et compte d'emploi,
- Vente de ticket repas du Crous situé Bd d'Austrasie – Ticket repas et compte d'emploi.

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissables selon les modes de règlement suivants :

- Chèque,
- Numéraire,
- Carte bancaire,
- Carte multipass Lorraine,
- Vente en ligne.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur auprès du trésorier municipal de Nancy.

Article 6 : Un fonds de caisse d'un montant de 5 000 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de ceux-ci.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 40 000 €.

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 10 : Le régisseur verse auprès de la trésorerie municipale la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 23 mai 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

